



HAL
open science

Introduction à l'analyse des besoins économiques et sociaux

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Introduction à l'analyse des besoins économiques et sociaux. Besoins et planification, Université des Sciences Sociales de Grenoble., 1979. hal-03042602

HAL Id: hal-03042602

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03042602>

Submitted on 6 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction à l'analyse des besoins économiques et sociaux

Jacques Fontanel

In Besoins et Planification

Université des Sciences Sociales de Grenoble,
Document de recherche

Juin 1979

La conception des besoins des hommes fait l'objet d'analyses et d'appréciations différentes selon les théories économiques. La théorie dominante, classique et néo-classique considère que les besoins sont directement satisfaits par les marchés. Les besoins sont universels et individuels, immuables au fond, même si leur réalisation est en constante évolution au regard de l'évolution de l'offre. Or, c'est sur ce point que les divergences naissent, sans le rapport entre la production et la consommation, la première influençant la seconde, ce qui conduit à des formes de domination, de classe, de comportement, de système économique. Plusieurs théories abordent ces questions, comme le renversement de la filière, le revenu discrétionnaire, la dynamique sociale du besoin, la « capillarité sociale ou la consommation de signes. Une nouvelle réflexion doit être engagée pour comprendre la logique des systèmes économiques.

The conception of human needs is subject to different analyses and assessments according to economic theories. The dominant classical and neo-classical theory considers that needs are directly satisfied by markets. Needs are universal and individual, basically immutable, even if their realisation is constantly changing in relation to the evolution of supply. It is on this point that divergences arise, without the relationship between production and consumption, the former influencing the latter, leading to forms of domination, classes, behaviour, economic system. Several theories address these questions, such as the reversal of the chain, discretionary income, the social dynamics of need, "social capillarity" or the consumption of signs. A new thought and analysis must be undertaken to understand the logic of economic systems.

Human needs, economic theory, economic systems.

Besoins humains, théorie économique, systèmes économiques

L'homme subit la loi de l'entropie et il se détruit s'il n'introduit pas dans son organisme des forces néguentropiques. Nous dirons schématiquement que la source de l'entropie s'appelle les besoins, que la production de la néguentropie se réalise par le travail et que l'exercice de la néguentropie se pratique par la consommation des biens produits et la satisfaction qu'elle procure.

I - Les besoins

Tout homme naît avec des besoins : se nourrir, se vêtir, se loger, s'éduquer, se loger. Dans un premier temps, il est possible de constater l'existence de deux types de besoin :

- Le besoin biologique, indispensable à la survie immédiate, qui s'exprime sous la forme soit d'un nombre minimal de calories, soit d'une quantité de sommeil suffisante. Ce type de besoin diffère d'un homme à un autre, selon les différences de climat, de taille, de poids, d'activité ou de situation.

- Le besoin "psychologique" ou "sociologique" n'est pas généré par la nécessité de survie de l'homme, mais il est déterminé par l'organisation de la société et le type de culture qu'elle secrète. En général, les économistes considèrent que les besoins s'accroissent sans cesse et qu'ils sont emminemment subjectifs, individuels et illimités.

Depuis quelques années, de nombreuses réflexions ont été faites sur le concept de besoin. Il est symptomatique de constater leurs divergences. La rareté fonde l'économie. Or, la rareté s'exprime par le rapport entre les besoins et la satisfaction de ces besoins. La non-concordance des définitions ou de l'analyse des besoins conduit à la base même de l'analyse économique, à des confusions, à des oppositions et à des conclusions différentes. La science économique a bien du mal à naître, car les jugements de valeur ne manquent pas, faisant intervenir des hypothèses politiques ou sociologiques indémontrables. Elle vit sur un cœur d'hypothèses reflétant souvent soit une philosophie de la vie, soit les intérêts d'une classe sociale. Du fait de l'importance de la conception du besoin dans la pratique de l'économie, il nous paraît essentiel de ne plus négliger la théorie du besoin, car elle est à la base même de la qualité de la croissance.

A - Les conceptions traditionnelles du besoin

Deux grands courants de pensée ont divisé les théoriciens du besoin en économie : la conception du besoin ramené au désir individuel et à l'étude de la consommation (SAY, BOHM-BAWERK, PARETO, SAMUELSON...) et celle du besoin variable expliquée du système de production (RICARDO, MARSHALL, MARX, KEYNES...)(1). Cependant, les divergences à l'intérieur des deux groupes sont telles qu'il nous semble difficile de reprendre une telle classification. Nous retiendrons les deux analyses traditionnelles dominantes : la pensée néo-classique et la réflexion marxiste.

a) Le besoin dans la pensée néo-classique

Cette théorie domine à l'heure actuelle l'analyse économique, au point que de nombreux ouvrages, critiques à son égard, ne remettent quasiment jamais en cause sa conception du besoin. Pour les néo-classiques, les hommes cherchent le maximum de plaisir pour un minimum de peine. Cette attitude hédonistique fonde les actes économiques ; les besoins sont universels, immuables et individuels. Les néo-classiques considèrent que les besoins sont des données extérieures à l'analyse économique dont l'objectif est la détermination scientifique de la satisfaction optimale des consommateurs. Les besoins individuels sont indépendants des besoins des autres hommes. "Les besoins sont éminemment subjectifs ; chaque homme décide s'il y a pour lui un besoin et dans quelle mesure ce besoin existe. La notion économique de besoin se distingue pour cette raison d'autres notions du besoin, qui font appel à des critères objectifs : notion physiologique du besoin qui exprime par exemple le nombre de calories dont l'homme a besoin pour vivre, notion sociologique du besoin qui tient compte des types de civilisation et des milieux auxquels appartient l'individu, notion morale du besoin qui recourt au critère d'utile ou de nuisible, ou à certaines valeurs... Ils s'accroissent et se diversifient sans cesse parce que l'homme est infini dans ses vœux, qu'il découvre sans cesse de nouveaux objectifs et de nouveaux moyens, que la vie de ses semblables lui offre des motifs d'imitation et d'émulation toujours renouvelés"(2). En outre, la théorie

(1) DESTANNE de BERNIS G: "La notion de besoin en analyse économique est-elle acceptable pour les médecins". Médecine et Travail. 1973.

(2) BARRE R : "Économie politique" Thémis. PUF. 1975. p. 14.

néo-classique repose sur la loi de saturation des besoins et sur leur divisibilité (1); malheureusement, ces lois ne sont ni générales, ni suffisantes ; elles fondent la valeur utilité qui reste fortement contestée, bien que largement dominante dans la théorie économique moderne. Le rejet de l'analyse des besoins à l'extérieur du domaine de l'économique conduit à séparer artificiellement une production active et une consommation passive. La conception néo-classique du besoin doit être réfutée, d'abord parce qu'elle charrie des postulats idéologiques contraires à l'esprit scientifique, ensuite parce qu'elle ne permet pas aux gouvernants de mener une politique satisfaisante des besoins puisque la relation besoin-production est unilatérale et originelle, enfin parce qu'elle est incapable d'expliquer correctement les raisons profondes de la croissance, si ce n'est par la tautologie des besoins incitateurs et maîtres d'oeuvre de l'activité économique.

b) Le besoin dans la pensée marxiste

Pour Marx, le développement économique est lié au développement des besoins. La relation production-consommation est biaisée dans le cadre d'un système capitaliste, car la production exerce une influence dominante sur la consommation. "La production ne fournit pas seulement des matériaux aux besoins, elle fournit aussi des besoins aux matériaux"(2). Il faut condamner l'appropriation privée des moyens de production, car elle conduit à un travail aliénant. "La dévalorisation du monde humain va de pair avec la valorisation du monde matériel. Le travail ne produit pas seulement des marchandises ; il se produit lui-même et produit l'ouvrier comme une marchandise dans la mesure même où il produit des marchandises en général... L'ouvrier met sa vie dans l'objet et dès lors celui-ci ne lui appartient plus, elle appartient à l'objet... Son travail n'est pas volontaire, mais contraint, travail forcé. Il n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un moyen de satisfaire des besoins en dehors du travail"(3). Marx voit la bestialisation de l'ouvrier et comprend que le capitalisme n'a pas pour objectif la satisfaction des besoins, car il cherche surtout à établir les conditions de la reproduction élargie du capital. La production produit la consommation. Le mode de production capitaliste élargit la

(1) Nous reverrons ces notions plus tard.

(2) MARX : Cité par Chombart de Lauwe : "Les intérêts contre les besoins : la double nécessité" La Pensée, Avril 1975, p. 131.

(3) MARX; "Critique de l'économie politique". Coll 10/18. p. 152 et s.

sphère de la consommation par la production de nouvelles valeurs d'usage. La loi de "valorisation du capital" montre la production des besoins sociaux et ceux-ci constituent des besoins pour les marchandises, conduisant ainsi à une satisfaction réduite à l'appropriation individuelle de l'objet. La notion de besoin se trouve au centre de la théorie de l'exploitation. "En les dépossédant de leur travail, le capitalisme les a rendu esclaves de celui-ci. Et dans les conditions de développement actuel des forces productives, le besoin humain fondamental d'être maître de son travail se réalisera par l'appropriation collective des moyens de productions et le développement des libertés et de la démocratie"(1). L'analyse des besoins ne se limite pas à la seule consommation, car il faut distinguer la consommation productive (l'investissement) et la consommation individuelle socialement déterminée. Il faut rejeter l'approche "naturaliste" des besoins, qui conduit les chercheurs à croire en l'existence d'une essence universelle de l'homme, essence qui est l'attribut des individus (sujets réels) pris isolément (2). Pour Claude Quin(3) il existe plusieurs types de besoin dans la problématique marxiste, et même si son analyse est contestée et contestable, elle présente l'avantage d'être très pédagogique. Il distingue :

- Les besoins liés à la réparation de la force de travail (repos par exemple),
- Les besoins liés à la reconstitution de la force de travail (nourriture)
- Les besoins liés à la reproduction et à l'élargissement de la force de travail (éducation)
- Les besoins liés à la socialisation croissante de la vie économique (participation aux oeuvres de civilisation).

Les besoins sont expliqués par le système de production. Ces deux théories traditionnelles ont été prolongées par de très nombreuses études, faisant rarement référence à la théorie des besoins proprement dite.

(1) MOYNOT J.L : "Déterminations sociales et individuelles des besoins". La Pensée. Avril 1975. p. 68.

(2) Cf ALTHUSSER L: "Pour Marx". Maspero. 1969. p.234.

(3) QUIN C : "Problèmes de la révolution socialiste en France" Ed. Sociales. 1972. p.51.

B - Prolongements des théories traditionnelles du besoin

Il existe de très nombreux prolongements aux théories traditionnelles des besoins et nous n'avons pas l'ambition d'en faire un relevé exhaustif, d'autant que très souvent la conception du besoin de certaines études est sous-jacente à des raisonnements théoriques portant sur des sujets divers.

1 - La théorie du revenu discrétionnaire (1)

La conception du revenu discrétionnaire est simple, voire simpliste. Elle repose sur la distinction entre les besoins fondamentaux et les besoins dérivés ou secondaires, les premiers conditionnant notre survie, les seconds impliquant un véritable choix. La consommation peut-être extra-utilitaire (inutilité pratique, utilité sociale), utilitaire (utilité pratique, utilité sociale) et non utilitaire (inutilité pratique, inutilité sociale). Le revenu discrétionnaire se définit comme le revenu qui reste lorsque les besoins fondamentaux sont satisfaits. Par l'apprentissage opéré par les techniques de marketing, les gestionnaires proposent de l'éphémère, de l'accessoire, du marginal, sous l'apparence du fondamental, du vital. La théorie du revenu discrétionnaire est intimement liée à l'idéologie de l'abondance. Elle n'explique pas la genèse des besoins et elle se situe délibérément dans l'économie de l'avarice. Elle n'accorde, en outre, aucune place aux coûts des hommes et elle confond consommation et besoin.

2 - La théorie stagnationniste (2)

Elle charrie inconsciemment une théorie des besoins, en distinguant les besoins fondamentaux, des besoins dérivés. Elle s'élève contre le gaspillage des ressources engendré par la croissance économique contemporaine, gaspillage qui va épuiser rapidement les ressources naturelles et conduire inéluctablement à l'arrêt de la croissance. Le Club de Rome se situe délibérément dans le courant "naturaliste" des besoins et il contient involontairement une idéologie appelant à l'union des hommes contre la nature, alors que le problème est plutôt de savoir à qui profite ce type de croissance et quels sont les moyens techniques, mais aussi institutionnels, juridiques, moraux, psychologiques, qui donneraient à la croissance une autre perspective et un autre contenu.

(1) KATONA G: "La consommation de masse". Ed. Hommes et Tech. 1966.
POULALION: "Revenu et consommation discrétionnaires". Droz. 1975.

(2) MEADOWS: "Halte à la croissance". Fayard. 1972. SAUVY A: "Croissance zéro". Calmann Levy. 1973.

3 - Théorie du renversement de la filière (1)

Galbraith conteste la souveraineté du consommateur et il considère que les grandes firmes contrôlent le développement des besoins et de la consommation. La mythologie libérale du consommateur roi est un leurre, car du fait de la puissance et de l'organisation des grandes entreprises, le comportement individuel s'adapte aux besoins du producteur et de la technostructure. Les choix sont imposés par la persuasion. Galbraith dénonce le développement sans fin de la demande par des "accélérateurs artificiels" mis en oeuvre par la technostructure (souveraineté des producteurs et des dirigeants politiques) afin de conditionner le citoyen-consommateur. Il pense que les besoins des hommes sont stabilisables et qu'il existe une nature humaine profondément sage qui limite le couple effort-besoin. Les critiques à cette théorie sont nombreuses, portant d'abord sur la limite factice qui sépare les besoins fondamentaux des besoins dérivés, ensuite sur l'absence d'une explication portant sur la logique sociale de la différenciation, enfin sur la possibilité d'une détermination individuelle du besoin. La théorie de Galbraith charrie une partie de l'idéologie néo-classique, comme la correspondance produit-besoin et la "naturalisation" des besoins, mais son apport nous semble essentiel, par l'impact de sa pensée dans le royaume de l'idéologie du consommateur-roi.

4 - Théorie de la dynamique sociale du besoin (2)

La théorie de la dynamique sociale du besoin se donne pour objectif la détermination des causes profondes qui président à la modification, à l'augmentation ou à la réduction des besoins. Pour Chombart de Lauwe, le besoin est "l'état d'un organisme, d'une personne, d'un groupe social, ou d'un système mécanique (cybernétique) qui tend à retrouver un équilibre rompu par une carence..." (3). Les besoins sont observables, car leur non-satisfaction peut avoir des conséquences perceptibles. Cependant, la carence est double : soit elle est nécessité vitale, soit elle devient obligation sociale. Si le besoin repose sur une contrainte physiologique, la nécessité prévaut. Si l'exigence répond au code social, l'obligation apparaît. Chombart de Lauwe distingue alors le besoin

(1) GALBRAITH J.K: "L'ère de l'opulence" Calmann Levy. 1970. "Le nouvel état industriel". Calmann Levy. 1971.

(2) CHOMBART de LAUWE: "Pour une sociologie des aspirations" Gonthiers 1969. "La culture et le pouvoir". Stock. 1975.

(3) Chombart de Lauwe : "Les intérêts..." Op.Cit. p.124.

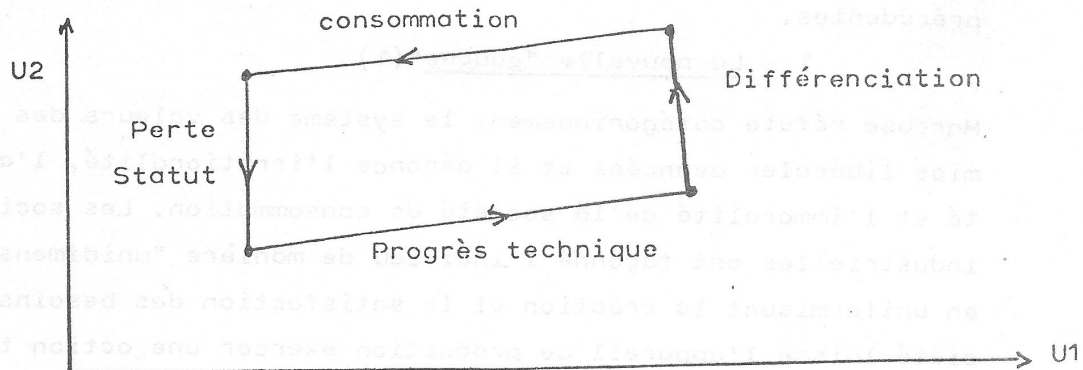
aspiration (qui peut être satisfait dans un avenir relativement proche) et le besoin obligation (qui est vital). Le besoin aspiration se transforme peu à peu en besoin-obligation, mais dès qu'il est fixé, celui-ci tend à être dépassé par l'apparition d'une nouvelle aspiration qui déclenche à nouveau tout le processus. Les aspirations deviennent les facteurs dynamiques du système, car elles sont futurs et potentialités. Cette conception du besoin et de sa dynamique nous semble intéressante, mais elle n'explique pas d'abord le passage des aspirations aux besoins, ensuite la génèse des aspirations générées par le groupe dominant, enfin les moyens susceptibles de supprimer cette course indéfinie et infinie de "l'avoir plus" au détriment du "mieux-être". Cependant, Chombart de Lauwe a montré que la "production des besoins sociaux"  tait dirigée par une classe sociale qui conduit à une réification et à une exploitation des hommes. Pour Riesman(1), le besoin obligation répond à un niveau de vie moyen (l'americain way of life) : le "standard package". Cette conception statistique du besoin présente l'avantage d'ouvrir un certain nombre d'économistes à l'importance du Code ou du Signe dans le comportement économique.

5 - Théories du besoin "capillarité sociale"

Les produits se présentent comme les supports fondamentaux du statut social de chaque individu. Pour certains économistes, la société conduit les hommes à chercher une meilleure intégration sociale par l'accession à la classe supérieure, définie par des objets et un pouvoir conféré aux objets. Le caractère ostentatoire et la fonction discriminatoire des pratiques de consommation sont largement repris par certains économistes d'obédience néo-classique (2). Pourtant cette conception a été présentée de manière synthétique par ATTALI & GUILLAUME, qui l'ont, dans un premier temps, acceptée dans leurs analyses. La consommation est un instrument fondamental d'intégration sociale. La consommation influe sur le bien-être par une composante utilitaire, une composante de communication (facteur d'intégration et de différenciation) et ^{une} composante de l'imaginaire (relations entre l'homme et son environnement qui sortent de l'ordre de la logique et du conscient). Le renouvellement des objets est déterminé par le cycle du désir. La classe supérieure consomme un produit rare, les autres classes suivent par contamination et il en

(1) Cf : FONTAINE J: "Pour une nouvelle théorie des besoins". Polycopié. Université Grenoble II - 1976. p. 34 et 35.
(2) VEDLEN : "Théorie de la classe de loisir". Gallimard, 1970.
d'IRIBARNE: "Consommation et bien-être". Rev. Eco. Po. 1972.

résulte une disparition du statut conféré par la consommation et la nécessité de renouveler les objets. Le système conduit alors à une aliénation des consommateurs, que Marx appelait le "fétichisme de la marchandise".



Cycle du renouvellement des objets (1)

La conception des théoriciens du capitalisme monopoliste d'Etat n'est pas très différente. "Le processus de l'hominisation renverse justement l'essence des besoins humains, l'aspect biologique devient un élément subordonné : le besoin ne résulte plus d'une origine biologique interne à l'individu, mais de l'intériorisation d'exigences externes liées aux forces productives et aux rapports sociaux"(2). La lutte des classes joue un rôle fondamental dans la détermination des besoins, car elle permet d'abord à de nouveaux besoins d'intervenir dans la définition de la valeur de la force de travail et elle conduit ensuite au développement des forces productives et à l'intériorisation des besoins de la production. "Le capitalisme monopoliste d'Etat tend à imposer un modèle de consommation qui exacerbe le désir d'appropriation privée du produit social et contribue à l'isolement et à l'individualisme des consommateurs qui subissent ainsi aisément la domination du capital"(3). La "sémiologie de la consommation" est une contrainte du système capitaliste. ATTALI et GUILLAUME se demandent s'il ne faut pas étendre cette analyse à l'organisation de la vie industrielle(4). Dans un ouvrage plus récent, Marc Guillaume(5) prolongera son analyse aux systèmes socialistes contemporains.

(1) ATTALI J & GUILLAUME M : "L'anti-économique". PUF. 1974. p. 141.

(2) GREVET P : "Le moment objectif et le moment subjectif des besoins". La Pensée. Avril 1975. p. 109.

(3) LAURENT S : "Besoins et perspectives démocratiques". Economie et Politique. Avril-Mai-Juin 1967. p.30.

(4) ATTALI & GUILLAUME : Op.Cit. p. 143-144.

(5) GUILLAUME M : "La Capital et son double". PUF. 1975.

C - Les théories novatrices du besoin

Les analyses de Marcuse, Illich, Baudrillard, Deleuze et Guattari et de Guillaume marquent une rupture par rapport aux théories précédentes.

1 - La nouvelle "gauche"(1)

Marcuse réfute catégoriquement le système des valeurs des économies libérales avancées et il dénonce l'irrationalité, l'absurdité et l'immoralité de la société de consommation. Les sociétés industrielles ont façonné l'individu de manière "unidimensionnelle" en uniformisant la création et la satisfaction des besoins. La société laisse l'appareil de production exercer une action totalitaire sur les aspirations et les besoins individuels. Le succès de cette théorie, qui se rapproche de celle de Galbraith tout en étant nettement plus radicale, se comprend par l'importance qu'elle accorde au gentil moi et aux méchants autres. Si elle nous paraît très saine par ses critiques, elle conserve des relents de la théorie individualiste des besoins difficilement acceptables.

Illich, pour sa part, critique le type de consommation des sociétés industrielles. "Le souci de toujours renouveler modèles et marchandises - usure rongeuse du tissu social - produit une accélération du changement qui ruine le recours au précédent comme guide de l'action. La nécessité artificielle et l'usure planifiée sont deux dimensions distinctes qui étayent une société où la hiérarchie sédimente le privilège"(2). Illich introduit alors le concept de "monopoles radicaux" qui indique l'existence d'un procès de production industrielle exerçant un contrôle autoritaire et monopolistique sur la satisfaction d'un besoin essentiel, en excluant tout recours à des activités extra-industrielles. Il prône alors l'instauration de la convivialité qui est "la liberté individuelle réalisée dans la relation de production au sein d'une société dotée d'outils efficaces"(3). A la base de la convivialité coexistent la survie, l'équité et l'autonomie créatrice, trois valeurs fondamentales de l'homme dépendantes les unes des autres. La "merveilleuse utopie" d'Illich nous extrait de notre gangue idéologique, mais sa convivialité paraît bien illusoire.

(1) MARCUSE H "L'homme unidimensionnel". Ed. Minuit. 1968. p.10.

(2) ILLICH I: "La convivialité". Seuil. 1973. p.110.

(3) Ibid. p. 6.

2 - Les besoins et les signes

Selon Baudrillard(1), la consommation ne saurait s'expliquer par la fonction apparente des produits, car elle opère au niveau idéologique, selon la logique de la différenciation sociale. Les objets manufacturés constituent un système cohérent de signes qui relèvent d'une pratique sociale déterminée et d'une mythologie. La consommation est une activité de manipulation systématique des signes. Pour Baudrillard, c'est le système des besoins qui est produit par le système de production. Les besoins ne sont pas produits un à un, ils sont produits comme force consummative. "Les besoins en tant que systèmes sont produits comme éléments de système et non comme rapport d'un individu à un objet"(2). La consommation constitue un système d'échange de signes et un mécanisme puissant de pouvoir. Le système industriel socialise les masses comme force de consommation, car "le capital besoins investi par chaque consommateur privé est aujourd'hui aussi essentiel à l'ordre de production que les capitaux investis par l'entrepreneur capitaliste, aussi essentiel que le capital force de travail investi par le travailleur salarié"(3). Puisque la consommation se limite à la production de signes, les besoins individuels ne signifient rien s'ils ne sont pas intégralement expliqués par rapport à l'ensemble des besoins. Après l'exploitation de l'homme producteur, le capitalisme débouche sur l'exploitation de l'homme-consommateur. L'analyse de Baudrillard ne porte que sur la logique sociale et elle se refuse à considérer les sujets de l'histoire ; elle néglige la conscience des hommes de leur état réel et son intervention sur la pratique sociale. Et ce défaut nous paraît essentiel.

3 - La pensée de Deleuze-Guattari(4)

Les psychanalystes se sont préoccupés du problème des besoins. Freud avait différencié besoin-désir et pulsion. Pour Deleuze et Guattari, le capitalisme est schizophrénique. "Le manque est aménagé, organisé dans la production sociale. Il est contre-

(1) BAUDRILLARD J: "La société de consommation". Gallimard. 1970.
"Pour une critique de l'économie politique" du signe". Gallimard 1972. "Le système des objets". Gallimard. 1968.

(2) Op.Cit.(la société...) p. 103 - 104.

(3) Op.Cit.(Critique...) p. 87.

(4) DELEUZE G & GUATTARI F : "Capitalisme et schizophrénie". L'anti-OEdipe". Les Editions de Minuit. 1975.

produit par l'instance d'antiproduction qui se rabat sur les forces productives et se les approprie. Il n'est jamais premier ; la production n'est jamais organisée en fonction d'un manque antérieur, c'est le manque qui vient se loger, se vacuoliser, se propager, d'après l'organisation d'une production préalable. C'est l'art d'une classe dominante, cette pratique du vide comme économie de marché : organiser le manque dans l'abondance de production, faire basculer tout le désir dans la grande peur de manquer, faire dépendre l'objet d'une production réelle qu'on suppose extérieure au désir (les exigences de la rationalité), tandis que la production du désir passe dans le fantasme (rien d'autre que le fantasme)"(1). Ainsi donc, la rareté est organisée, elle est même la condition du maintien du système et des privilèges. La machine capitalisme tourne sur elle-même ; elle n'a pas pour objectif le bonheur des hommes, mais la pérennité du système et son développement dans toutes les activités, dans tous les actes, dans tout l'homme. Le capitalisme est une machine désirante. "Le capitalisme est la seule machine sociale,..., qui s'est construite comme telle sur des flux décodés, substituant aux codes intrinsèques, une axiomatique des quantités abstraites en forme de monnaie"(2). La réification de l'homme est totale. La satisfaction des besoins des hommes disparaît derrière la satisfaction des besoins d'un système profondément déséquilibré et qui implique pour se maintenir l'énergie de tous les esclaves humains. "Il n'y a même plus de maîtres, seuls maintenant des esclaves commandent aux esclaves, il n'y a plus besoin de changer l'animal du dehors, il se charge lui-même. Non pas que l'homme soit jamais l'esclave de la machine technique ; mais esclave de la machine sociale, le bourgeois donne l'exemple, il absorbe la plus-value à des fins qui, dans leur ensemble, n'ont rien à voir avec la jouissance : plus esclave que le dernier des esclaves, premier servant de la machine affamée, bête de reproduction du capital, intériorisation de la dette infinie"(3). Le capitaliste travaille non pas pour lui ou pour ses enfants, mais pour l'immortalité du système.

(1) DELEUZE-GUATTARI : Op.Cit. p. 35.

(2) Ibid. p. 163.

(3) Ibid. p. 302.

4 - La pensée de Marc Guillaume

Les sociétés capitalistes connaissent une ère nouvelle, caractérisée par les développements des sociétés multinationales, de l'intervention de l'Etat, de l'urbanisation, etc... La technocratie joue un rôle fondamental dont les vieux schémas du capitalisme sont incapables de rendre compte. Pour la plupart des économistes marxistes, l'Etat n'est que le reflet du capital. Or, dit Guillaume, les organisations publiques ont assuré leur indépendance, avec l'émergence à côté du Code de la Marchandise, d'un Code du Pouvoir. Le mode de production capitaliste a détruit la symbolique qui existait dans toutes les sociétés primitives, l'homme se réifie et s'évalue. "Ainsi, la dissolution des groupes permet la captation et l'exploitation d'un désir libéré, décodé. Exploitation de l'angoisse que fait subir la menace d'anomie⁽¹⁾. La réduction de la symbolique qui existait dans toutes les sociétés primitives conduit à une construction logique pauvre, largement située dans l'imaginaire et limitée progressivement à la possession de la monnaie, source bourgeoise du pouvoir. Le développement des organisations et leur concurrence conduit à l'élaboration d'une logique simple, réductrice de la représentation sociale. Le Code Social ne se limite plus au Code du Capital, car l'économie publique joue un rôle essentiel. Le Code du Pouvoir est fondé sur la hiérarchie de l'Etat, à laquelle s'adjoint la hiérarchie du savoir (connaissance théorique et information pratique). Il prend sa source et sa force dans la hiérarchie, le classement, la compétition et dans la disparition du symbolisme.

L'analyse de Guillaume est très riche ; inspirée par Baudrillard sur les notions de système des besoins, par Marx pour une vue à long terme du mode de production capitaliste, il montre le rôle essentiel joué par la technocratie et la bureaucratie dans la réalisation du Code social. Toutes ces théories mériteraient de plus longs développements, mais nous limitons notre ambition à la perception de l'originalité de chacune des théories.

Ces théories nous semblent faillir sur la définition même des besoins. L'homme n'est pas simplement un individu, c'est aussi un être social. Une véritable théorie des besoins doit tenir compte de cette dualité.

(1) GUILLAUME : Op.Cit. p. 24.

D - Nouvelle conceptualisation des besoins

Les définitions du besoin sont floues et il apparaît dans pratiquement toutes les analyses des confusions regrettables entre les biens et les besoins.

1 - La nature des besoins

Le besoin se présente comme la privation de ce qui est nécessaire ou de ce qui est regardé comme tel. Affirmer j'ai besoin de travail ou j'ai besoin de nourriture ne signifie pas la même chose. La relation de survie de l'homme et l'utilisation de nourriture est immédiate et directe, alors que le travail ne se présente que comme une nécessité SOCIALE de survie. Le travail n'est donc pas un besoin intrinsèque de l'homme, il est plutôt un besoin négatif" qui lui permet de satisfaire d'autres besoins immédiats. La première conception indique un état, la seconde implique une action destinée à satisfaire l'état.

Nous distinguerons les besoins directs des besoins indirects. Les besoins directs relèvent de l'essence des hommes, car quelle que soit le type de société, les individus auront besoin de nourriture, de boisson, de soleil, d'amour, de considération sociale, ... Le pain, le vin ou la légion d'honneur ne sont que des moyens destinés à satisfaire les besoins "essentiels".

D'autre part, la distinction entre besoins fondamentaux et besoins dérivés ne nous paraîtra inutile que lorsque les démons de la misère physiologique auront été terrassés.

Enfin, il nous paraît illusoire de vouloir ... procéder à une analyse séparée des besoins. Il faut raisonner en termes de système des besoins, non seulement du système des besoins indirects formés de produits et de travail, mais aussi du système des besoins directs intrinsèques à l'homme.

Il ne faut pas confondre l'intensité des besoins avec l'existence du besoin. L'esquimau cherche la chaleur pour survivre, ce qui n'est pas le cas des Pygmées. Les besoins directs doivent être considérés comme intrinsèques à l'homme, même si le panier des besoins varie d'une société à l'autre, compte tenu de l'histoire, du climat, de la géographie (etc...) des peuples. La perception du besoin fondamental varie ; le silence constitue un besoin intrinsèque à chaque homme en qualité et en quantité, mais l'homme du désert ne peut pas avoir conscience de ce besoin.

Le système des besoins comprend :

- Les besoins directs intrinsèques à l'homme, de nature physiologique, psychologique, politique, philosophique.
- Les besoins indirects qui sont les actes ou les produits destinés à satisfaire les besoins directs. Le travail est un besoin indirect particulier, puisqu'il se trouve, au niveau global, être la courroie de transmission entre les besoins directs et les besoins indirects.

Quelques rares études ont porté sur la détermination des besoins directs (1). Pour notre part, et à titre d'exemple, nous retiendrons les rubriques suivantes :

a) Besoins physiologiques

- Santé
- Nourriture
- Hygiène
- Sexualité
- Air, lumière, soleil
- Protection contre le froid, contre la chaleur
- ...

b) Besoins de sécurité

- Sécurité de l'avenir (investissement)
- Sécurité contre l'agression (défense et droit)
- Sécurité de l'immédiat (qui peut prendre la forme dans une société développée de la sécurité de l'emploi ou du revenu).

c) Besoins d'épanouissement

- Valeurs esthétiques
- Activités intéressantes (qui peuvent être aussi bien les jeux que le travail social)
- Environnement adéquat
- Équité
- Liberté
- Participation
- Amour

L'intensité des besoins varie d'une période à l'autre, mais il n'est possible de prendre un seul besoin que si celui-ci se trouve en-deçà du minimum collectivement supportable.

(1) Cf FONTANEL J :Op.Cit. p. 63 et s.

2 - Analyse économique du besoin

Le besoin doit être distingué de la consommation, car il peut ne trouver aucune possibilité d'expression dans certaines sociétés et il ne se limite pas à la seule solvabilité; il intègre, de surcroît, la potentialité d'avenir que constitue l'investissement. Il se distingue aussi de la demande, car celle-ci s'adresse à un produit, elle ne correspond pas nécessairement à la hiérarchie des besoins.

Plusieurs questions peuvent alors être posées.

- Les besoins sont-ils évolutifs ?

Tous les économistes affirment l'évolution des besoins dans le temps. En réalité, le besoin est confondu avec la demande sociale. Seuls les besoins indirects évoluent, les besoins directs ne voyant évoluer que leur intensité. Si l'on admet la confusion besoin-bien, les "machins" deviennent des besoins.

- Les besoins sont-ils cumulatifs ?

Les besoins directs ne sont pas cumulatifs, mais au-delà des seuils minimaux de satisfaction des besoins du système des besoins, ils sont partiellement substituables. Les besoins indirects peuvent être partiellement cumulatifs, car au niveau de la consommation des produits opèrent à la fois l'habitude et le besoin de renouveau. Or, la théorie économique admet généralement la croissance des besoins ainsi que leur cumul. On limite alors les besoins à la production et à la consommation des choses.

- Les besoins sont-ils irréductibles ?

Certains besoins sont irréductibles. Ainsi en est-il de l'air. Il n'empêche qu'il peut exister une certaine substituabilité et qu'il existe certainement plusieurs paniers de satisfaction des besoins équivalents, au dessus des minima pré-cités. La suppression sur terre de tout liquide conduit à l'insatisfaction vitale d'un besoin essentiel, mais le besoin de Coca Cola disparaîtra rapidement après l'arrêt de sa fabrication. Il ne faut pas confondre à la fois les besoins proprement dits et les moyens destinés à les satisfaire, et l'irréductibilité à partir de certains seuils et la substituabilité au-delà de ces seuils.

Peut-on établir une hiérarchie des besoins ?

La plupart des économistes s'accordent aujourd'hui à affirmer qu'une telle hiérarchie est vaine, car l'homme n'est pas toujours rationnel. Même si la notion de hiérarchie est discutable, personne ne nie qu'il faille d'abord assurer d'abord la survie par la nourriture ou la protection contre le froid. Avec l'avènement du Code Social, il est moins créé une hiérarchie des besoins qu'une hiérarchie des consommateurs. En outre, il faut être capable de déterminer les causes et les effets. Ainsi, une organisation sociale mal adaptée peut conduire à la misère la plupart des habitants d'une société. Le besoin fondamental sera moins la recherche de l'alimentation que l'émergence d'une organisation sociale adéquate. Cette remarque nous confirme, si besoin était, dans la nécessité d'une réflexion axée sur le système des besoins au sens large, c'est-à-dire incluant les besoins directs et les besoins indirects.

Les besoins sont-ils satiables ?

Pour les économistes si un besoin pris individuellement est satiable, par contre le système des besoins semble avoir une croissance illimitée. Lorsqu'il fait chaud, il est très agréable de se désaltérer, mais la boisson excessive est une forme de torture particulièrement usitée par la Dictature. Au niveau du système des besoins, il en va différemment, puisque les objets sont les éléments essentiels du Code Social.

Cette étude des besoins montre à quel point les problèmes économiques sont difficiles, car ils impliquent des hypothèses difficilement vérifiables et ils font appels à l'anthropologie générale.

L'activité économique peut alors être entendue comme la lutte contre la rareté des biens. Cette lutte s'exprime essentiellement par le travail qui crée la valeur. Le travail ainsi conçu ne se limite pas à son expression fabricatrice, mais il s'étend aussi à l'organisation rationnelle de l'activité des hommes.

II - Le TRAVAIL et L'ECHANGE

Si les ressources existaient en nombre illimité, l'homme ne connaîtrait pas de "problème économique". Malheureusement, les ressources sont rares, soit du fait d'une inadéquation entre le besoin ressenti et les disponibilités, soit du fait d'une répartition inégalitaire. L'homme se doit d'agir, de lutter, pour assurer sa propre survie. Il doit faire la difficile expérience du travail. Cependant, travailler seul implique une situation autarcique. Robinson Crusoe ignore l'échange, mais son cas n'offre aucun intérêt pour l'économiste. Les hommes vont peu à peu s'organiser et réaliser la division du travail, qui exige à la fois le dégagement d'un surplus, l'obligation de l'échange et donc une organisation sociale, destinée théoriquement à satisfaire le maximum de besoins en effectuant le minimum d'effort. Ainsi donc, l'économiste apporte son concours à l'organisation sociale, en indiquant les moyens qui permettent la maximisation des satisfactions avec un coût minimum.

Lorsque les hommes se sont rendu compte de l'accroissement de productivité provoqué par la division du travail, ils se sont ouverts à l'échange. Mais celui-ci a fait surgir un des problèmes essentiels de l'économie politique : le problème de la valeur.

A - La division du travail

La division du travail peut se définir sommairement comme la spécialisation des travailleurs dans des tâches différentes. Elle a sans doute existé de tout temps, mais elle était extrêmement limitée. L'industrialisation et le développement économique vont conduire à une systématisation de la division du travail. Pour le chantre de la division du travail, "les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail, et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse et de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué, sont dues, ..., à la division du travail"(1). La division du travail implique l'antériorité d'un surplus, son développement est fonction de plusieurs éléments (dont la densité de population, la mobilité des travailleurs et l'organisation du travail), ses avantages s'avèrent nombreux, mais ils sont réduits par le développement de ses inconvénients.

(1) SMITH A : "An inquiry into the nature and causes of wealth of Nations" 1776. Ed. Oxford Book. 1976.

1 - Antériorité du surplus

Quand la division du travail se développe, les individus ne peuvent plus appliquer leur travail personnel à leurs besoins. Les hommes doivent acheter, avec le produit de leur travail, les produits nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. "Or, cet achat ne peut se faire à moins qu'il n'ait eu le temps, non seulement d'achever tout à fait, mais encore de vendre le produit de son travail. Il faut donc qu'en attendant, il existe quelque part un fonds de denrées de différentes espèces, amassé d'avance pour le faire subsister et lui fournir en outre la matière et les instruments nécessaires à son ouvrage"(1). Il faut d'abord accumuler du capital, ensuite procéder à la division du travail, enfin développer le fonds de réserve destiné à une nouvelle accélération de la croissance. Pour Adam Smith, le fonds accumulé se subdivise en trois parties remplissant des fonctions très distinctes.

- La première partie est réservée à la consommation immédiate : elle ne rapporte aucun profit. Elle se présente comme l'ensemble des biens durables des ménages, y compris les maisons d'habitation.

- La seconde partie est le capital fixe, "dont le caractère distinctif est de rapporter un revenu sans changer de maître" (2). Elle comprend les machines participant à la production, les bâtiments de l'entreprise, les améliorations des terres, (défrichages, enclosure, dessèchage...), les talents utiles acquis par l'entreprise.

- La troisième partie est le capital circulant "dont le caractère distinctif est de ne rapporter de revenu qu'en circulant ou en changeant de maître"(3). Elle comprend l'argent, le fonds de vivres à vendre, le fonds de matières premières et l'ouvrage terminé qui n'a pas encore été distribué.

Les villes n'ont pu apparaître qu'à partir du moment où la campagne a été capable de nourrir non seulement les cultivateurs et les ruraux, mais aussi les citoyens. Le premier surplus est nécessairement agricole et le développement économique prend sa source essentiellement dans les progrès de l'agriculture et l'émergence d'un surplus.

(1) SMITH : Trad. française. Garnier. 1843. p. L.2 - Chap.1. p.333.

(2) Ibid.p.340.

(3) Ibid.p.341.

2 - Développement de la division du travail

A partir du moment où il existe un surplus agricole, il devient inutile de consacrer du travail supplémentaire à la production de la terre. Quelques travailleurs exercent alors une activité artisanale, commerciale ou industrielle. Le produit de leur travail ne présente pour eux pratiquement aucune valeur d'usage, mais il est utile aux agriculteurs. Leur production possède une valeur d'échange. A partir du moment où l'échange se généralise et où il devient une norme sociale, la division du travail se développe rapidement. Echanger est un acte qui consiste pour les individus à se fournir mutuellement des biens destinés à satisfaire leurs besoins respectifs. Les producteurs travaillent de plus en plus en groupe ; ils relient leurs activités, ils partagent leurs responsabilités et leurs domaines, ils coopèrent. La division du travail accentue alors les mouvements d'échange.

L'évolution historique suggère que le développement de la force de travail est fonction essentiellement de l'étendue du marché. Celle-ci dépend de plusieurs éléments :

- La densité de la population accentue, par son développement, la division du travail. La spécialisation n'est possible dans une activité que si des débouchés suffisamment étendus existent au moins potentiellement. Ainsi, un village isolé de quelques habitants ne peut offrir à l'un des siens la possibilité d'une carrière d'avocat. Par contre, dans une grande ville plusieurs personnes seront chargées exclusivement de cette activité. Cependant un petit pays ne peut s'offrir le luxe de l'autarcie, s'il possède par ailleurs des moyens de communication importants. La densité de la population trouve dans les moyens de communication faciles un substitut intéressant.

- Le développement du surplus est une condition nécessaire à la division du travail. Sans accroissement de celui-ci, il n'est pas possible de dégager des travailleurs supplémentaires chargés d'une activité offrant des produits ayant une valeur d'échange certaine. Le développement de la productivité de l'agriculture constitue un facteur déterminant du développement de la division du travail.

- L'accumulation du capital accélère la croissance par l'industrialisation qu'elle rend possible et par le socle physique qu'elle constitue pour le progrès technique. La notion de capital est très ambiguë, ainsi que nous le montrerons plus tard. Pour l'instant, nous retiendrons que le capital est un facteur de production d'un type particulier, situé entre l'homme et le bien à produire ; son utilisation accroît l'efficacité du travail en apportant un supplément de production. Ainsi est ouvert le cycle accéléré présenté dans la figure n° 1. Le surplus conduit à la division du travail; celle-ci ne sera effective et efficace que si l'absorption du surplus est possible (débouchés); si les nouvelles activités créent des produits disposant d'une valeur d'échange, il en résulte une accumulation du capital, c'est-à-dire, une incitation à une nouvelle organisation du travail tendant à développer des détours de production destinés, à brève échéance, à accélérer la production des biens; l'accumulation du capital donne une impulsion nouvelle à la croissance, permettant à la fois l'émergence d'un processus d'industrialisation et le développement du progrès technique ; le développement économique qui en résulte conduit alors à un accroissement du surplus.

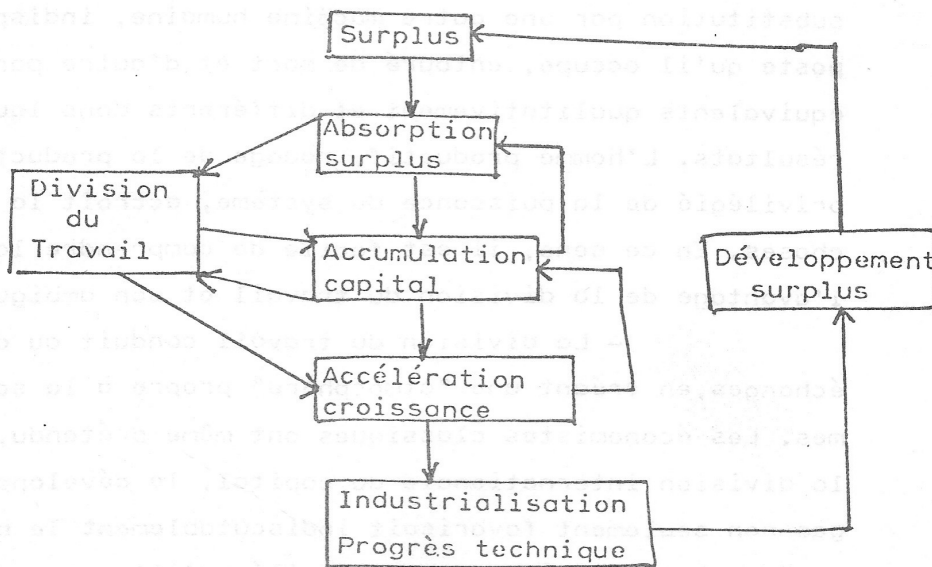


Figure n° 1 - Développement division du travail

- La standardisation qui a pris partiellement sa source dans la division du travail, incite, par une nouvelle organisation du travail socialement acceptée, à la spécialisation accrue des individus.

3 - Avantages et inconvénients de la division du travail

Les avantages de la division du travail ont été largement énumérés dans la littérature économique. La division du travail ne peut apparaître qu'à partir du moment où chaque individu est convaincu de pouvoir vendre le résultat de son travail pour satisfaire ses propres besoins. Elle présente deux avantages principaux : l'augmentation du rendement et le développement des échanges, que Smith(1) considérait comme le propre de l'homme.

- Chaque individu est spécialisé dans une fonction. Il deviendra nettement plus habile qu'une personne travaillant occasionnellement et surtout partiellement sur son poste. L'habitude et la dextérité engendrées par l'expérience et la limitation du nombre d'opérations élémentaires à effectuer deviennent des facteurs importants de l'accroissement de la production. Il est clair, que dans le cas où notre organisation sociale se conduit comme une machine "désirante", selon les termes de Deleuze et Guattari, la division du travail constitue un processus particulièrement adapté pour assurer la puissance du système. Le travailleur est une machine, reliée étroitement aux autres, spécialisée dans la production d'une partie d'un bien ; il est inutile individuellement et indispensable socialement. Inutile dans sa substitution par une autre machine humaine, indispensable par le poste qu'il occupe, entouré de part et d'autre par des postes équivalents qualitativement et différents dans leurs formes ou leurs résultats. L'homme productif, rouage de la production, instrument privilégié de la puissance du système, accroît la production des choses. En ce sens, il est facile de comprendre la forme que prend l'avantage de la division du travail et son ambiguïté.

- La division du travail conduit au développement des échanges, en créant une "atmosphère" propre à la solidarité des hommes. Les économistes classiques ont même prétendu, que du fait de la division internationale du capital, le développement des échanges non seulement favorisait indiscutablement le bien-être des hommes par le surcroît de productivité qu'il engendrait, mais aussi il impliquait un climat de paix et il incitait les pays à transformer leurs vieilles querelles, en une entente durable, basée sur le libre-échange. "La division du travail rend la solidarité sociale organique : à des structures segmentaires juxtaposées se

(1) FONTANEL J : "Le travail chez Adam Smith" Ronéoté? Grenoble. 1976.

substituent des organes coordonnés socialement et économiquement" (1). Dans cette perspective, l'autofinancement des entreprises, l'autoconsommation constituent des freins importants à la productivité. Ce n'est pas l'avis de nombreux économistes, qui considèrent, au moins pour les entreprises privées l'autofinancement comme un instrument important (voire fondamental pour les planificateurs du 6ème Plan) de la compétitivité internationale des entreprises. Il existe en la matière de très larges débats dont nous remettons le compte rendu à plus tard(2).

Les critiques présentées à la division du travail sont nombreuses et elles sont graves : monotonie du travail, diminution de la liquidité et de la mobilité de la main d'oeuvre, subordination, des nations, exploitation du travail.

- La division du travail réduit considérablement l'intérêt du travail. Nombreux sont les ouvriers qui n'ont qu'un rôle infime dans la production d'un bien, à tel point qu'ils sont incapables de "saisir" leur produit et de ressentir "l'amour du travail bien fait". Certes, on pourrait penser que la division du travail engendre une diminution des heures de travail par l'accroissement de la productivité, mais en réalité, le développement des cadences et la spécialisation de plus en plus forte conduisent à éliminer peu à peu, pour le travailleur, les avantages immédiatement ressentis. Le travail n'est plus définissable par un produit, mais par une opération ; chercher du travail, c'est une manière de gagner sa vie ou une façon comme une autre d'éviter le chômage.

- La spécialisation conduit les ouvriers à être fort démunis en cas de récession ou de licenciement. Il devient extrêmement difficile de "recaser" un individu, qui depuis trente ans, occupait son temps de travail à serrer des boulons^{et} qu'une machine perfectionnée vient de remplacer. En outre, la spécialisation crée des classes professionnelles héréditaires qui peuvent indéfiniment stopper le progrès d'une branche économique.

- Au plan international, la division internationale du travail conduit à une subordination des pays les plus faibles pour des denrées essentielles (crise du pétrole). La domination qu'exerce à l'heure actuelle les Etats-Unis sur le monde occidental trouve sa source naturelle dans les échanges. Le sous-développement est présenté par de nombreux auteurs comme un produit du développement des autres.

- La division du travail peut dégénérer dans l'exploitation de l'homme par l'homme. L'humoriste affirmait que le monde était bien fait, que la division du travail était une chose admirable, puisqu'elle permettait à une classe de travailler sans relâche, pendant que l'autre pouvait consommer indéfiniment. La caricature accuse le trait, mais celui-ci existe indubitablement. Nous analyserons ce phénomène plus tard.

Actuellement, les systèmes économiques industriels réalisent des performances d'un haut niveau dans la production des choses, et la division du travail, à la fois variable expliquée et variable explicative de l'accroissement du produit national, contribue largement à la réalisation de ces résultats quantitatifs importants. S'est-on seulement préoccupé de savoir à qui profitait cette croissance ou cette division du travail ? Perroux affirme que le quantitatif n'épuise pas l'humain. La grande erreur des peuples est de croire que la quantité explique fondamentalement la qualité ou, si elles sont concurrentes, de donner toujours leur préférence à la quantité. Le plus domine le mieux.

B - La théorie de la valeur

La vie économique ne se résume pas dans le travail, mais il n'est pas d'économie sans travail ; comme travailler en homme, c'est travailler socialement par le biais de la division du travail, il n'existe pas d'économie sans rapports sociaux. "L'économie est toujours rapport de l'homme à la nature et rapport de l'homme à l'homme ; mieux, il est toujours rapports humains nés du travail"(1). Le travail est à la base de l'économie, au point qu'Adam Smith considérait, que dans une économie primitive, la valeur travail dirigeait les phénomènes économiques. Depuis la "Richesse des Nations", le problème de la valeur s'est prêté à de nombreuses polémiques, qui d'ailleurs, semblent s'être désastreusement terminées par un statut quo pour le moins regrettable ; en effet, si la science économique a beaucoup de mal à justifier son label de science, la raison se trouve dans les divergences tenant aux postulats de départ. Or, le problème de la valeur constitue l'un de ceux-ci, et ce n'est pas le moindre, puisqu'il est, à notre sens, à l'origine de la césure qui oppose depuis plus d'un siècle les marginalistes et les marxistes.

(1) BARTOLI H; "Science économique et travail", Dalloz. 1957. p. 46.

1 - Valeur d'usage, valeur d'échange

La distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange est très ancienne, puisque dans "l'Ethique à Nicomaque", Aristote en faisait état. De nombreuses choses ont une utilité essentielle, mais elles n'ont aucune valeur d'échange. Ainsi, l'air et l'eau sont fondamentaux pour la vie des hommes et leur valeur d'usage est très élevée, alors que leur valeur d'échange, du fait de l'abondance relative de ces biens, est très faible. Il en est différemment de l'or, qui dispose d'une valeur d'usage faible et d'une valeur d'échange élevée. Les auteurs classiques et marxistes considèrent que seule la valeur d'échange est fondamentale. "Ce n'est donc pas l'utilité qui est la mesure de la valeur d'échange quoi qu'elle lui soit essentielle"(1). Ricardo distingue les biens dont la valeur ne peut dépendre que de leur rareté et les biens produits que l'on peut multiplier, dont la valeur dépend de la quantité de travail consacrée à la production.

Pour Marx, la valeur d'usage exprime que l'objet se désire pour ce qu'il est ; il se préfère à d'autres, il se consomme pour lui-même, pour l'usage direct que les hommes en ont. La valeur d'échange montre que l'objet est désiré essentiellement pour l'argent qu'il contient virtuellement. Dans le processus économique de l'échange, la valeur d'usage est complètement hors-circuit. L'objet devient le produit exclusif du travail et sa valeur d'échange ne peut se mesurer que par la quantité de travail socialement nécessaire.

Une marchandise possède d'abord une valeur d'usage, une utilité pour celui qui la possède. Elle représente ensuite une valeur d'échange ; les deux valeurs sont liées, puisque les objets doivent posséder une certaine utilité pour disposer d'une valeur d'échange. Il n'est pas possible toutefois de ramener la valeur d'échange à l'utilité, car l'air, dans ce cas, serait plus cher que l'or. La valeur d'usage est individuelle. Elle indique la préférence donnée par un individu à la possession d'un bien sur d'autres biens. Par contre, la valeur d'échange est collective ; elle exprime la quantité de biens que l'on peut échanger contre une certaine quantité d'autres biens.

Pour les néo-classiques, la valeur d'échange est analysée à travers les comportements subjectifs et les réactions des consommateurs individuels. On établit implicitement entre la valeur

(1) RICARDO : "Principes..." Calmann Levy . p. 13.

d'échange et la valeur d'usage une médiation directe par la rareté du produit pour l'individu. Il ne s'agit donc pas de la rareté sociale comme instrument obligé du passage de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Pour Walras, les "raretés" des biens (1) expriment les valeurs d'échange. Il est bien difficile, à notre stade d'analyse de procéder à une critique de ces théories de la valeur, mais il nous a semblé fondamental de montrer les divergences qui existent entre les différents théoriciens de l'économie politique sur l'un des problèmes de base de la compréhension de la vie économique.

Notons toutefois, en liaison avec la théorie des besoins, que la valeur d'usage n'est pas invariable dans le temps et dans l'espace des hommes. La valeur d'usage est une forme sociale, en ce sens qu'elle n'est pas toujours naturelle et qu'elle peut aisément être manipulée pour développer la valeur d'échange. Lorsque les philosophes ont parlé de société de consommation, ils ont non seulement fait référence à une société dans laquelle consommer devient une nécessité vitale pour le système, mais ils ont aussi compris l'utilisation de la consommation comme nouvelle axiomatique. Ainsi, la valeur d'usage peut être profondément bouleversée par les Codes. A partir du moment où la possession d'un bien confère un statut social, sa valeur d'usage s'en trouve transformée. Pour la plupart des économistes, la valeur d'usage est concrète et individuelle, alors que la valeur d'échange est abstraite et générale. L'utilité échappe à la détermination historique de l'homme. Or, il est clair que le code de l'utilité est un code d'équivalence abstraite des objets. La valeur d'usage se fonde sur les besoins, ou plus exactement sur le système des besoins. Or, au moins pour les besoins indirects et pour l'intensité des besoins directs, les Codes sociaux exercent une influence parfois décisive. Il faut donc éviter d'imaginer le système des besoins comme un système clos, et la valeur d'usage comme un phénomène a-historique et exclusivement individuel(2).

La distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage est essentielle, mais elle est aussi insuffisante.

(1) La notion de "rareté des biens" de Walras équivaut à la notion d'utilité marginale que nous verrons plus tard.

(2) Voir à ce propos l'excellente étude de Baudrillard J: "Pour une critique de l'économie politique du signe". Gallimard, 1972. p. 154 et s.

Avant d'expliquer plus en détail les conceptions de la valeur, soulignons que dans l'esprit de Marx et de Ricardo, seuls les objets produits régulièrement en vue d'une vente sur le marché possèdent une valeur d'échange. Le dernier tableau de Salvador Dali n'a pas de valeur d'échange. Son prix ne peut être expliqué par la valeur d'échange, car il dépendra de considérations très différentes de celui des marchandises. Cette oeuvre unique n'est pas reproductible et donc, elle ne peut acquérir le statut de marchandise. En outre, elle subit le joug de la valeur d'usage. Cependant, il faut bien se rappeler que cette valeur d'usage n'est pas innée et exclusivement individuelle. Du fait des Codes et de ses puissants instruments (publicité, techniques de marketing, pouvoir, information, savoir...), la valeur d'usage peut être influencée de manière décisive par le langage des objets. Ainsi, posséder une toile de Salvador Dali exprime immédiatement le niveau de vie d'un individu, son caractère légèrement non-conformiste, son appartenance à une classe sociale privilégiée, son goût de l'esthétisme social. Faut-il rappeler, à ce niveau, le rôle éminemment social de l'esthétisme et l'influence qu'exerce le Code sur la valeur d'usage des objets ne disposant d'aucune valeur d'échange(1).

La terre n'a pas, non plus, de valeur d'échange, même si elle se vend. Son prix, cependant, peut être déterminé par la capitalisation, aux taux d'intérêt courant, du revenu qu'elle rapporte (2). La terre n'est pas non plus reproductible, elle ne peut pas être fabriquée par l'homme. Tout au plus peut-elle être aménagée ou rendue plus productive.

En outre, pour que joue la valeur d'échange, il faut que l'objet fasse l'objet d'une production sociale. Le ramassage des fraises des bois par le promeneur ne constitue pas un travail social ; le fruit n'aura donc pas de valeur d'échange, même si il possède une valeur d'usage importante pour le citoyen. Par contre, le ramassage des fraises de jardin est un travail social, car il est le résultat d'une PRODUCTION destinée soit à la vente, soit à l'auto-consommation.

(1) Le poète vietnamien ne s'enthousiasme-t-il pas de la beauté de cette jeune fille au teint si clair et aux dents laquées de noir.

(2) Le revenu est expliqué lui-même par la théorie de la rente foncière, théorie que nous découvrirons plus tard, dans le chapitre consacré à la pensée classique.

2 - Valeur travail ou valeur utilité ?

Pour Ricardo, il faut distinguer les biens dont la valeur ne dépend que de leur rareté, des biens produits que l'on peut multiplier. Il considère, alors que la quantité de travail consacrée à la production des marchandises détermine la valeur relative des produits. La valeur ne dépend donc pas de la rareté relative, mais de la plus ou moins grande difficulté de production. La valeur naît dans la sphère de production.

Pour Marx, les objets ne sont fabriqués que s'ils disposent d'une valeur d'usage, valeur qui repose sur des caractéristiques intrinsèques, mais aussi sur des caractères symboliques. Par contre, la valeur d'usage se présente comme un rapport quantitatif exprimant les rapports d'échanges de plusieurs valeurs d'usage. La seule source de valeur se trouve dans le travail social. Le travail présente un caractère double, selon qu'il est exprimé en valeur d'échange ou en valeur d'usage. Le capitaliste n'achète pas le travail des hommes, mais leur force de travail ; le capitaliste n'achète pas le travail, mais la capacité de travail des hommes. Le travail n'est pas une marchandise, mais la force de travail en est une, qui possède l'étonnante propriété de créer plus de valeur qu'elle n'en coûte. La force de travail transformée en marchandises est évaluée à la production des biens nécessaires à sa reconstitution. Par contre, la valeur d'usage de la force de travail elle s'exprime par l'utilité qu'elle représente pour son acquéreur, c'est-à-dire la quantité de travail qu'elle peut fournir. Or, les travailleurs fournissent davantage de travail qu'il n'est nécessaire pour leur propre reconstitution (ou survie). Il en résulte l'équation fondamentale de Marx, qui justifie l'existence de la plus-value et de l'exploitation de l'homme par l'homme :

$$\text{Travail total fourni} - \text{Travail nécessaire} = \text{Surtravail.}$$

Toute la théorie de l'exploitation de Marx repose sur la valeur travail. C'est pourquoi les néo-classiques et les marginalistes l'ont vicieusement critiquée. Selon ces derniers, la valeur travail néglige le rôle des autres facteurs de production, elle oublie la notion d'utilité marginale et les phénomènes de rareté. A ces critiques, plusieurs réponses peuvent être apportées.

(1) Cf ROSIER: "Croissance et cri copitalistes". PUF, 1975.
DENIS : "Histoire de la pensée économique". Thémis. 1974.

Il est clair que dans la conception de Marx et de Ricardo, le travail consacré à la production des matériaux et des instruments de la production rentre dans la valeur du produit fini. Le "travail mort" que constitue le capital influe sur la valeur des choses, mais à proportion du travail inclus dans les machines. En outre, le travail qu'il faut prendre en compte est le travail socialement nécessaire ou le travail dépensé en moyenne dans la société appréhendée. La seule qualité commune des différentes marchandises est d'être des produits du travail, substance même de la valeur. Les travaux concrets fournis par les individus ne sont pas identiques, mais le processus de formation de la valeur d'échange ramène tous les travaux concrets à du travail abstrait. Tous les travaux concrets sont transformés en échantillons du même travail indistinct, le travail abstrait. "C'est de processus d'abstraction qui révèle et exprime le caractère social des multiples travaux privés des producteurs"(1). Le processus de réduction est opérée par le marché, selon deux opérations essentielles :

- Tous les travailleurs ne fournissent pas dans le même temps la même quantité de travail abstrait, car il faut tenir compte de la qualification des individus, de l'intensité du travail et de sa pénibilité. Le travail du producteur va être réduit en un équivalent de travail simple, sur la base de son coût de production en temps de travail. "La quantité de travail simple fournie par une force de travail complexe ou par un individu qui travaille de façon plus intense est proportionnelle au rapport qui existe entre le salaire payé pour ce travail et le salaire payé pour le travail simple d'intensité normale"(2). Le travail abstrait est ce qu'il y a d'égal et de commun dans les travaux concrets, lorsque ces activités sont analysées indépendamment des valeurs d'usage. "Cette abstraction étant faite, il reste que tous ces travaux ne sont qu'une dépense de force humaine de travail"(3).

- Les travailleurs mettent en oeuvre des techniques différentes, mais de leur travail concret va se dégager le travail socialement nécessaire à la production, dans un contexte donné, défini par des conditions normales ou moyennes de travail.

Le produit du travail ne devient marchandise que parce qu'il existe une société marchande dominée par le marché. La loi de

(1) ROSIER : Op.Cit. p. 115.

(2) DENIS H : Op.Cit. p. 431.

(3) SALAMA P: "Sur la valeur" p.208. Citation de Coletti. Maspéro. 1975.

la valeur est le principe régulateur de l'échange marchand, l'affectation de la force de travail à une activité quelconque se réalisant à travers l'échange des marchandises. A chaque marchandise sont consacrés le seul travail nécessaire et la proportion nécessaire, dans les différents groupes, de l'ensemble du temps de travail social.

En outre, le travail qui est représenté dans la valeur d'échange est le seul travail productif. Ainsi, les fonctionnaires, les commerçants ou les domestiques sont des improductifs. Cela ne veut pas dire que ces travailleurs soient inutiles ; au contraire, ils conditionnent l'existence même du travail productif. Cependant, le temps dépensé par le travailleur improductif n'augmente pas la valeur de la marchandise.

Cette conception de la valeur n'est pas retenue par les marginalistes. Pour ceux-ci, l'utilité est le fondement de la valeur. Pour Jevons, le travail ne peut être la cause de la valeur des biens, car la dépense de travail a disparu au moment où le bien est consommé. Il essaie alors d'expliquer la valeur par la notion d'utilité marginale. Il énonce pour ce faire, la loi de la proportionnalité des utilités marginales aux prix des produits. Cette loi indique que les rapports d'utilité marginale des marchandises sont égaux aux rapports de leurs prix.

Lorsque le consommateur absorbe 100 grammes de pain, il considère que ceux-ci lui sont utiles, et lui procure une utilité totale égale par exemple à 10, si nous supposons provisoirement le problème de la mesure de l'utilité résolu par une unité quelconque. S'il consomme à nouveau 100 grammes de pain, l'utilité totale augmente, mais l'utilité marginale va diminuer. En effet, si son utilité totale atteint 15, son utilité marginale des 100 derniers grammes ne dépasse pas 5.

Consommation Pain	Utilité totale	Utilité marginale
100	10	10
200	15	5
300	19	4
400	21	2
500	22	1

L'utilité totale croît, mais de manière décroissante dans l'exemple ci-dessus. Or, disent les marginalistes, ce qui importe à l'individu ce n'est pas l'utilité totale, mais l'utilité marginale ou l'accroissement de satisfaction d'une unité supplémentaire.

L'individu obéit à un hédonisme parfait et il calcule au plus juste et au mieux ses plaisirs. La valeur d'échange est analysée à travers les comportements subjectifs et les réactions des consommateurs individuels. Les individus cherchent avant tout à maximiser leur utilité et cette attitude constitue l'essence même de l'économie. Les hypothèses sont nombreuses :

- Le consommateur est rationnel et il recherche toujours le maximum d'utilité.
- Il dispose d'un budget limité
- Il a une fonction de préférence qu'il confronte, sans se tromper, avec ses moyens limités.

Le sujet économique ne cherche pas à déterminer l'utilité de l'eau ou des diamants en général. Il sait que l'eau n'est pas un phénomène rare, son utilité marginale sera faible. Par contre le diamant n'est pas un produit commun et l'utilité marginale de ce produit est très forte. Le concept d'utilité marginale (ou son correspondant au niveau de la production, de la productivité marginale) semble résoudre le problème du consommateur mis en présence de plusieurs biens et disposant d'un budget limité. Le consommateur, répartit son revenu de telle sorte que les utilités marginales par unité monétaire soient égalisées dans la dépense des différents biens achetés.

Prenons un exemple simple. Supposons que M. Durand dispose d'un revenu de 100 francs. Il a le choix entre trois produits A, B, C, dont les utilités sont les suivantes:

Quantités	Utilité marginale			Utilité marginale par franc		
	A	B	C	A	B	C
1	10	8	7	1	1	0,9
2	8	7	6	0,8	0,9	0,7
3	5	6	5	0,5	0,7	0,6
4	3	2	4	0,3	0,25	0,5
5	2	2	3	0,2	0,25	0,4

Si les prix de A, de B et de C sont respectivement égaux à 10, 8 et 8, il est possible de calculer l'utilité marginale par franc dépensé. Si l'on connaît en outre, le budget de M. Durand 100 francs, il est possible, de manière approchée, de déterminer les quantités d'achat de chacun des produits.

Si l'on se limite à l'exemple précédent, dans lequel les quantités ne sont pas infinitésimales et ne permettent pas l'obtention de calculs exacts, il est possible toutefois d'indiquer que l'utilité marginale par franc s'établira à 0,3. Explicitons ce calcul :

Monsieur Durant qui est rationnel va chercher à maximiser sa dépense. Puisque 1 franc dépensé dans A et B lui procure 1 d'utilité, il va dépenser sa première somme dans l'achat d'une quantité de A et de B.

Premier achat : 1 A et 1 B coût $10 + 8 = 18$ francs

Il reste 86 francs à Monsieur Durand. Cette fois, une quantité de C et une deuxième quantité de B lui procurent une utilité marginale par franc équivalente à 0,9. Il va à nouveau dépenser son revenu à concurrence de $8 + 8$ francs dans l'achat d'une quantité de C et d'une nouvelle quantité de B.

Deuxième achat : 1 C et 1 B coût total = $18+8+8 = 34$ francs

Il reste 70 francs à Monsieur Durand. Il remarque que le produit A lui procure 0,8 d'utilité marginale par franc.

Troisième achat : 1 A Coût total = $34 + 10 = 44$ francs

Quatrième achat : 1B Coût total = $44 + 8 = 52$

Cinquième achat : 1C Coût total = $52 + 8 = 60$

Sixième achat : 1C Coût total = $60 + 8 = 68$

Septième achat : 1C et 1C Coût total = $68 + 8+10 = 86$

Huitième achat : 1C Coût total = $86 + 8 = 94$

Neuvième achat : 1A Coût total = $94 + 10 = 104$

Ainsi, le consommateur choisira 5 unités de C pour 40 francs, 4 unités de A pour 40 francs et 3 unités de B pour 24 francs.

L'utilité marginale par franc est égale à 0,3.

La connaissance des utilités marginales des biens de consommation est fondamentale pour le choix du consommateur ; de même, la productivité marginale détermine le choix des producteurs. De cette étude, il résulte un refus de la théorie de l'exploitation. En effet, la valeur utilité conduit à affirmer que chaque facteur de production reçoit un revenu égal à sa productivité marginale. Dans une situation de concurrence pure et parfaite, chacun reçoit son dû. Le marché synthétise l'ensemble des volontés et il est souverain. C'est au niveau du marché que se fixe le prix, par les courbes dites de l'offre et de la demande. Le prix devient un indicateur de rareté. Nous analyserons cette théorie plus tard, nous avons simplement voulu montrer les conséquences des différentes théories de la valeur.

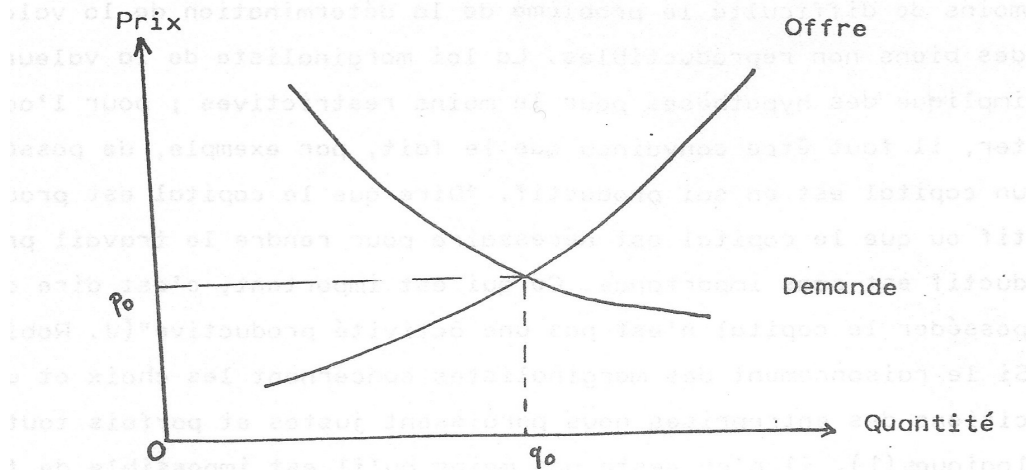


Figure n° 2 - Loi de l'offre et de la demande.

L'individu tient compte de l'interdépendance des marchés et il est parfaitement informé. La recherche par chacun du maximum de profit conduit à une situation d'équilibre où il n'y a plus de profit. La loi subjective de la valeur explique la formation des prix, en supposant que le consommateur veut maximiser, à tout moment et en tous lieux, son utilité, qu'il peut le faire en procédant à des choix sur les marchés en comparant ses utilités marginales, et que la résultante sociale de cette situation conduit à une situation optimale, la plus heureuse pour l'ensemble de l'humanité.

On voit ainsi l'importance de la loi de la valeur. Pour les néo-classiques, puisque la loi de la valeur réside dans l'utilité marginale, le capitalisme conduit à une situation optimale et heureuse. Pour les marxistes, l'utilisation de la valeur travail et de la notion force de travail les persuadent de l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour les classiques, la valeur travail engendre une situation dans laquelle les travailleurs reçoivent le strict minimum vital, mais il n'est pas possible de dire qu'il y a pour autant exploitation. C'est en ce sens que la distinction entre force de travail (qui est une marchandise) et le travail proprement dit s'avère particulièrement fructueuse.

Peut-on en l'état actuel donner une préférence à l'une ou à l'autre théorie de la valeur? La loi marxiste de la valeur n'explique pas les produits non reproductibles et le rôle de ceux-ci tend à s'accroître, ainsi que l'a révélé le Club de Rome.

La théorie de la rente permet toutefois de résoudre avec plus ou moins de difficulté le problème de la détermination de la valeur des biens non reproductibles. La loi marginaliste de la valeur implique des hypothèses pour le moins restrictives ; pour l'adopter, il faut être convaincu que le fait, par exemple, de posséder un capital est en soi productif. "Dire que le capital est productif ou que le capital est nécessaire pour rendre le travail productif est sans importance. Ce qui est important, c'est dire que posséder le capital n'est pas une activité productive"(J. Robinson). Si le raisonnement des marginalistes concernant les choix et décisions des entreprises nous paraissent justes et parfois tautologiques(1), il n'en reste pas moins qu'il est impossible de faire de la valeur subjective de l'utilité marginale le fondement d'une explication de la valeur d'échange. La réification de l'homme, la création d'un homo-economicus(2), le passage par addition de l'individuel au collectif(3), les erreurs de logique(4), ont conduit la pensée marginaliste à être apologétique du système à bon compte. S'il ne faut pas repousser le raisonnement du calcul à la marge pour les entreprises, il faut se garder de procéder à des généralisations qui conduisent à des erreurs pour le moins regrettable. Au point où nous en sommes, nous sentons l'importance du choix de la théorie de la valeur et il faut bien reconnaître que la plupart des économistes se situent dans l'un ou dans l'autre camp en fonction de son idéologie politique. Il est vrai que de nombreux économistes considèrent dorénavant le problème de la valeur comme une catégorie secondaire, qui ne mérite guère tous les débats et toutes les polémiques qui se sont attachés à elle.

(1) Exemple : affirmer qu'un entrepreneur n'emploie un ouvrier supplémentaire que si celui-ci assure au moins la création d'un produit égal à son salaire, n'est pas une idée particulièrement originale.

(2) L'homo-economicus est un individu rationnel, véritable ordinateur toujours parfaitement informé, ne se trompant jamais et ne visant que son intérêt personnel.

(3) Le problème de l'agrégation est l'un des problèmes les plus délicats de l'analyse économique. Il indique que ce qui est valable au niveau des micro-unités n'est pas toujours valable au niveau des macro-unités. Exemple simple: si je suis un match de football dans une tribune assise, chaque fois que des attaques dangereuses sont menées par mes favoris, je puis me lever pour mieux voir. L'analyse marginaliste considérera qu'ainsi je vois mieux les actions et que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il est clair qu'au niveau global tout le monde devra peu à peu se lever derrière moi et ^{cela} réduira l'utilité marginale de chacun.

(4) Exemple : que signifie le capital ? comment le mesurer ? est-il malléable? Autant de mauvaises réponses apportées par cette théorie.

C - Le travail et l'homme

Le travail a toujours été présenté comme un moyen, comme une activité destinée à supprimer la rareté et à aider l'homme à s'adapter à la nature. Cependant, on peut se demander si le travail possède une finalité propre. L'étude du travail humain sur notre époque nous amène à réfléchir, en outre, sur l'aliénation qu'il engendre et sur la pauvreté qu'il suscite pour ceux qui n'ont comme ressource que leur force de travail.

1 - La finalité du travail

L'humanité ne peut se passer du travail. Sa survie exige un effort social destiné à combattre l'inadéquation besoins-biens disponibles. Le travail est une activité humaine. "L'animal ne travaille pas, ni le pur esprit. Seul travaille l'homme esprit incarné, engagé et situé dans le monde. Le travail n'est pas la simple production des richesses, mais, d'une façon plus générale; l'activité par laquelle l'homme projette autour de lui un milieu humain et dépasse les données naturelles de sa vie ... Elle suppose un effort d'invention portant sur les moyens et la vision d'une valeur ou d'un idéal à réaliser. Elle est une manifestation de la liberté de l'homme. Il est de l'essence même du travail de poursuivre - consciemment et volontairement - une fin; dès lors, le problème de la fin de l'activité laborieuse se trouve inéluctablement posé"(1).

Le travail implique à la fois une réflexion et une activité physique. Il nécessite une organisation et une réalisation. Le travail de l'homme se différencie alors fondamentalement de celui de la fourmi, en ce sens que préalablement à son action, l'homme a organisé, préparé, réfléchi sur le but et les moyens de son travail. Le travail n'est pas une fin. Il cherche à rendre le monde vivable en créant des choses. Mais aussi, selon le mot de Mounier, "travailler c'est faire un homme en même temps qu'une chose". L'homme participe alors à sa propre création; il apprend l'effort, la nécessaire solidarité, la lutte quotidienne. Le travail est un dépassement, une volonté de ne plus se satisfaire que de la nature. "L'homme n'est pas, comme le croient faussement les adeptes de l'école de Vienne (marginalistes), un simple consommateur de plaisirs. Il est un créateur de Vie. La personne aspire

(1) BARTOLI H: "Science économique et travail" Dalloz, 1957. p.47.

toujours et seulement à l'avenir ; elle renonce à son oeuvre propre et à elle-même quand elle se perd dans ses fabrications, se fige et devient conservatrice"(1). Or, l'industrie a complètement modifié les rapports de l'homme à son travail, ou plus exactement au produit de son travail. L'homme travaille pour son ouvrage plutôt que pour lui-même. L'apparition des rapports de maîtres à esclaves dans le travail supprime à la fois la puissance de liberté et de fraternité qui est inhérent au travail. Ainsi, par sa création, l'homme se libère des contraintes de la nature, il développe sa propre humanité, il crée son propre royaume. Par la nécessité du travail social, il implique une interdépendance des différents travaux, une organisation des activités, une complémentarité. Le travail ne se limite donc pas à affranchir l'homme ses contraintes de la nature, il conduit l'oekoumène à la réalisation de la communauté fratricide des hommes."Ainsi, la science économique, tant qu'elle n'est pas pervertie, est-elle conjointement science de l'adaptation des ressources terrestres aux besoins humains saisis dans leur renouvellement et dans leur invention au fur et à mesure que s'étend le pouvoir de l'homme sur les choses, et science de la communauté à faire"(2).

Le travail doit recevoir sa juste part, à savoir son apport réel à la création de la valeur. Nous revoyons plongé directement dans la théorie de la valeur. François Perroux demande la suppression de l'économie de l'avarice, qui néglige les coûts des hommes, et l'émergence d'une société de générosité, de don. Le travail ne serait plus désincarné et il redeviendrait humain(3). Le droit à la liberté du travail est fondamental, à condition qu'il ne soit pas abandonné aux seules volontés individuelles. Dans ce cas, le pouvoir, la puissance, l'arbitraire falsifient le pouvoir libérateur du travail et conduisent inéluctablement à l'exploitation des hommes. Le Droit au travail constitue un droit qui devrait être intangible et à tout moment réalisable. A partir du moment où l'homme n'est plus assuré de se réaliser en partie dans le travail, celui-ci perd son pouvoir libérateur et unificateur. Il devient l'objet de plusieurs types d'aliénations.

(1) BARTOLI : Op.Cit. p. 49.

(2) Ibid. p. 51.

(3) PERROUX F: "Note sur les coûts de l'homme". Eco.Appli. 1952.

2 - Un travail aliéné

La première aliénation du travail se trouve dans son utilisation sociale. Le travail n'est alors perçu que comme un facteur de production, un outil au service de l'argent. La réification de l'homme se développe avec le Code du Capital. Le travail perd sa valeur de liberté, pour succomber à la dictature de l'objet et à la violence du capital. Cette forme de travail réduit les hommes à l'esclavage, car ce qui importe, ce n'est plus l'homme, mais la pérennité du système. Le travail devient complètement désincarné, il cesse de devenir réellement un instrument de fraternité pour devenir un lieu de lutte sociale. Les seuls besoins qui sont pris en compte sont les besoins solvables et les coûts de l'homme ne sont pas couverts, car les activités les plus nécessaires à la vie ne sont pas les plus rentables, à partir du moment où toute l'activité humaine est basée sur un objectif différent de celui du besoin. Le capitalisme prône la recherche du profit maximum ; l'argent confère alors l'autorité, la puissance politique, le droit à la récupération d'une partie du produit du travail d'autres hommes. Il n'est plus question de fraternité, à partir du moment où la force de travail est un coût et qu'elle s'oppose volontairement ou non, à l'utilisation complète et à l'appropriation de toute la valeur qu'elle crée. L'homme travailleur est alors considéré comme une machine qui nécessite des dépenses pour son entretien. La loi du marché constitue un ordre totalement mécanique, qui échappe au contrôle humain. Le travail devient l'objet d'un trafic, puisqu'il n'est plus qu'une marchandise. A ce titre, des intérêts divergents vont apparaître, entre d'une part ceux qui ont le pouvoir conféré par l'argent et ceux qui ne disposent que de leur seule force de travail. Le marché de l'emploi devient un formidable champ de lutte. Chacun se défend, se bat. Il n'empêche, que les travailleurs restent profondément dominés, tant par le pouvoir de l'argent (qui peut tout) que par les pouvoirs du savoir, de l'information et de la compétence organisés par la société capitaliste. Le travail n'est plus créateur, au sens humain du mot. Il n'est que le moyen, par le biais de sa force, de survivre ; il n'implique plus l'adhésion, il n'est que recherche de vie par le truchement de la quête de l'argent.

Pour les auteurs marxistes (surtout) l'aliénation de l'homme par l'argent traverse une période historiquement datée, qui est appelée à plus ou moins brève échéance à disparaître. Cependant, on peut se demander si les économies socialistes contemporaines ont réussi à résoudre définitivement les problèmes liés au travail et à permettre l'épanouissement de son "essence". La réponse nous semble devoir être négative. Deux raisons principales peuvent être avancées :

- D'abord, il est remarquable de noter que les économies socialistes européennes copient le type de développement des pays capitalistes développés occidentaux. La coexistence pacifique conduit les gouvernants à se préoccuper essentiellement du taux de croissance de l'économie, comme si l'efficacité d'une organisation sociale se limitait à la simple étude d'un chiffre. Prouver par ce repère que le système économique concret dans lequel on vit est le plus performant dans la production des choses devient une tâche essentielle des gouvernants, au point que les individus sont amenés à croire en l'identité entre le taux de croissance et le bonheur. Produire, n'importe quoi, n'importe comment, mais surtout produire plus, semble être le mot d'ordre de la plupart des pays. Sans se préoccuper immédiatement du contenu propre au taux de croissance, comment ne pas être profondément heurté par cette conception "moniste" de la vie, qui réduit les hommes au simple état de producteur et de consommateur. Il n'existe plus de réflexion sur les fins de la société. L'activité économique a été détournée de sa finalité. Croire que le développement économique universel existe et suivre servilement, jusque dans les objectifs du Plan central, les traces des pays capitalistes, conduit le planificateur soviétique à ne se préoccuper des besoins concrets des individus qu'en dernier ressort, lorsque la rareté dans un domaine devient telle qu'elle s'avère collectivement insupportable. Les sociétés industrielles semblent offrir à la collectivité des moyens matériels considérables, mais une analyse plus complète, nous conforte dans l'idée que seuls quelques membres bénéficient des avantages du système. Ceux qui ont le pouvoir cherchent à le garder en organisant l'environnement à leur profit. Au départ, la planification socialiste contemporaine était un acte de confiance dans une économie politique libérée de l'idéologie. Maintenant, comment ne pas reconnaître qu'elle est gangrenée

par la croissance capitaliste, en ne s'intéressant réellement qu'aux seuls besoins indirects. L'émergence d'un Code du Pouvoir travestit la liberté conquise du travailleur dans son travail, car celui-ci implique nécessairement sa participation active et quotidienne à la définition même du produit et à la manière de le fabriquer. Réduire le rôle du travailleur à la seule fabrication, pervertit la liberté qu'il pouvait acquérir en détruisant le règne et le pouvoir de l'argent.

Plusieurs philosophes et économistes se sont demandé, en outre, si la technique industrielle n'était pas elle-même aliénante. Certes, l'homme des pays développés oublie les vieux démons de la misère physiologique et la machine, sur ce point précis, a libéré l'homme. Cependant, comment ne pas voir que le règne invraisemblable de la machine au détriment de l'homme se perpétue indéfiniment. Or, la technique elle-même n'a pas de sens, elle n'est qu'un instrument dont la valeur dépend de l'emploi, ou de ceux qui dirigent cet emploi. Il suffit d'un simple coup d'oeil sur la réalité économique contemporaine, pour constater les transformations du travail, dans un sens qui n'est pas toujours compatible avec le bonheur de ceux qui les subissent. On essaie, dans un système capitaliste, "de tirer le maximum" du travailleur et si parfois une innovation semble diminuer la pénibilité du travail, il faut être assuré que se cache derrière cette décision un bien sordide calcul de rentabilité. Dans les pays socialistes, le problème est différent dans sa présentation, mais comparable dans ses résultats. L'homme qui subit son travail à la chaîne ne s'épanouit pas plus dans les économies socialistes que dans les pays capitalistes. Tout au plus, le travailleur socialiste aura-t-il le sentiment d'être utile à la société (même s'il est trompé sur les fins dernières de son activité) et le travailleur capitaliste aura la satisfaction d'être mieux payé (même s'il est exploité à la fois en tant que producteur et en tant que consommateur). "Le sens social de la technique^{ne} consiste pas seulement dans la multiplication des biens et des besoins, réels ou illusoire, mais dans le fait qu'il permet - si ceux qui l'emploient respectent la personne - l'humanisation du travail et sa réduction. Cette humanisation est-elle nécessairement assurée dans une économie socialiste ? Il faudrait être bien ignorant des difficultés rencontrées par l'U.R.S.S. et par les

démocraties populaires pour le prétendre"(1). Les technocrates et les techniciens ont pris le pouvoir des sociétés industrielles et ils sont à la fois les maîtres et les servants, suivant qu'ils appartiennent ou non au groupe au pouvoir. Notre époque est marquée par le mythe de la technique. Tout peut être résolu par la technique. "Le piège de l'illusion technique est partout présent dans notre vie moderne. Les grandes villes sont invivables ? Les techniciens offrent leurs services. Les embouteillages bloquent la circulation ? On superpose trois voies de roulement, on crée un réseau de circulation rapide à cinquante mètres sous terre. La place pour stationner fait défaut ? On construit des parkings de trente étages avec ascenseurs rapides. La pollution rend l'air irrespirable ? On met au point des pots catalytiques et autres systèmes épurateurs. Les espaces verts disparaissent ? On multiplie les autoroutes de sortie pour les évasions dominicales... Les bandits qui ne peuvent plus pénétrer dans les habitations attaquent les passants dans les rues ? On développe les moyens de surveillance automatiques, on met des caméras de télévision dans tous les carrefours. On invente des armes de défense infaillibles pour les citoyens. La violence se réfugie ailleurs ? Aucune importance, les chercheurs déjà s'en occupent. On ne va tout de même pas se demander pourquoi la criminalité augmente et quelles mesures sociales seraient propres à la faire diminuer"(2). La confiance mystique dans la technique ouvre la voie à toutes les altérations de la liberté et de l'épanouissement du travail.

Le travail industriel ne permet pas à l'homme de se reconnaître dans ses oeuvres, car il est simple geste mécanique ou réflexion réduite au presse-bouton. L'homme ne "travaille" plus, il cherche un emploi et il assume cet emploi. Le travail n'a plus qu'une valeur économique.

Le problème du travail est fondamental, car il est source de la valeur, (même si certains économistes ajoutent qu'il est aussi mesure de la valeur). Parce que le travail est la propre de l'homme, il faut tendre à lui rendre sa véritable plénitude et ne plus considérer le travailleur comme l'abeille qui joue son rôle dans la ruche, qui ne joue que ce rôle et qui ne comprendra jamais ce rôle. L'épanouissement dans le travail vaut toutes les richesses.

(1) BARTOLI : Op.Cit. p. 60 - 61.

(2) de CLOSETS : "Le bonheur en plus". Médiations. 1974. p. 55-56.

III. LES BIENS, LA CONSOMMATION, L'INVESTISSEMENT

Les biens économiques doivent revêtir une certaine utilité. Ils sont le passage obligé entre les besoins directs et les besoins indirects. Peu importe leur contenu moral, leur utilité sociale, leur caractère physique ou leur support. Pour qu'un bien possède une valeur, il faut qu'il soit rare, qu'il soit utile et qu'il implique un travail social.

Le terme de rareté doit bien être compris. Si les matières premières peuvent être plus ou moins rares du fait de leur non-reproductibilité, la rareté peut aussi être organisée. Dans le premier cas, la valeur d'échange ne s'applique pas, dans le second cas, l'exploitation du travailleur se double de l'exploitation du consommateur. La codification de la marchandise, son langage, sa signification sociale se présentent comme une phénoménale entreprise de création de la rareté. Il est clair que les hommes ont actuellement la puissance désirable pour vaincre la sous-nutrition et la mal-nutrition, mais les produits que ces dernières impliquent s'avèrent peu rentables. Or, l'activité économique perversie du système capitaliste ne cherche pas la satisfaction des besoins, mais la maximation du profit. Il en résulte la création de biens dont la seule signification repose sur le statut social qu'ils confèrent. Un exemple caricatural peut être présenté. Dans un pays où la vitesse est limitée, il est produit des automobiles qui dépassent très largement les normes permises. La voiture n'est plus seulement un instrument utilitaire, elle est affirmation de la place à laquelle le propriétaire aspire dans la société. La Deux Chevaux Citroen pour l'étudiant, la 4L pour les jeunes ou pour l'ouvrier, la Simca 1100 pour le cadre moyen, la R 16 pour le petit commerçant, l'artisan ou le cadre supérieur, la Mercedes pour le gros commerçant, l'industriel, la Rolls Royce pour le milliardaire. Bien entendu, ces catégories sont floues et l'achat dépend aussi d'autres éléments comme l'amour de la voiture, la recherche de la puissance ou la volonté de posséder une automobile d'un standing supérieur, afin d'avoir l'apparence de l'appartenance à une position sociale supérieure à celle à laquelle on appartient.

La rareté n'est pas toujours due à la Nature. Elle est aussi manifestation et source du Pouvoir.

Il existe plusieurs types de biens :

- Les biens peuvent être d'abord des produits ou des services. Les produits ont un support physique. Les services impliquent un travail qui ne s'applique pas nécessairement sur la matière. Ainsi, le médecin soigne, l'éducateur enseigne, le comédien apporte le loisir. Toutes ces activités satisfont des besoins. Pour les marxistes, la plupart des services ne participent pas directement à l'effort productif ; ils aident les "créateurs de richesse", mais ils n'accroissent pas la richesse d'un pays. Pour les marginalistes, toute activité est productive, à partir du moment où elle existe. Dans la conception marxiste du travail, les fonctionnaires, les enseignants, les médecins, n'accomplissent pas un travail productif.

- Les biens servent plus ou moins directement les besoins des hommes. Il faut distinguer alors les biens de consommation et les biens de production. Les biens de consommation sont des biens finals. Ils sont non durables s'ils sont détruits immédiatement (alimentation) ou durables s'ils peuvent être utilisés plusieurs fois (meubles ou télévision). En général, les consommateurs finals sont les ménages. Les biens de production servent essentiellement à produire des biens de consommation. Ils sont des biens de consommation intermédiaire ou bien de consommation productive, s'ils sont détruit dès leur utilisation. Ils sont appelés biens d'équipement s'ils sont utilisés plusieurs fois dans la production.

Biens consommation non durables	Biens consommation durables	Biens consommation productive	Biens équipement
Pain	Magnétophone	Minerai de fer	Ordinateur
Robes en papier	Robes en tissu	Electricité	Automobile
Cinéma	Caméra	Seringues à jeter	Machines

Cette distinction reste fort ambiguë. Prenons l'exemple de

l'automobile. Le milliardaire qui jette sa voiture chaque fois que le cendrier est plein, la ressent comme un bien de consommation non durable. Le ménage moyen considère son automobile comme un bien de consommation durable. Le cascadeur utilise la voiture comme un bien de consommation productive. Enfin, le représentant considère son automobile comme un bien d'équipement. Selon l'usage qu'en fait l'utilisateur, un bien, celui-ci prend une signification économique différente.

A - La consommation

C'est par la consommation que les besoins économiques (et seulement eux) sont satisfaits. Les sujets économiques participent à la création des richesses et, en échange, ils perçoivent un revenu, qu'ils répartissent en deux emplois : la consommation et l'épargne.

Il faut retenir d'abord que la consommation ne concerne que la satisfaction des besoins solvables. Sans retrouver l'analyse des Codes, il nous semble toutefois nécessaire de rappeler à ce sujet que les "coûts des hommes" ne sont pas toujours couverts. Quels sont ces "coûts" :

- "Ceux qui empêchent les êtres humains de mourir ;
- ceux qui permettent à tous les humains une vie physique et mentale minimale (soins médicaux, secours invalidité, vieillesse, chômage) ;
- ceux qui permettent à tous les êtres humains une vie spécifiquement humaine, c'est-à-dire caractérisée par un minimum de connaissances et un minimum de loisirs (essentiellement : coûts d'instruction, coûts de loisir"(1).

Soigner les hommes, les libérer et leur donner les moyens d'un véritable épanouissement, voilà des objectifs concrets que les systèmes économiques contemporains dans leur ensemble négligent volontiers. Certes, tous les pays connaissent maintenant une forme nouvelle de consommation : les services gratuits ou subventionnés. De surcroît, la perception du droit d'usage de la nature ouvre une troisième catégorie de consommation permettant de recenser les nuisances.

(1) PERROUX F : "L'économie du XXème siècle" Presses Universitaires de France. 1964. p. 344.

1 - La consommation privée

Les particuliers sont réunis par la comptabilité nationale dans la catégorie ménage, avec la population des institutions. La détermination des statistiques concernant la consommation privée implique la connaissance des achats des ménages, mais aussi de leur autoconsommation. Il ne faut toutefois pas supposer que tous les achats des ménages constituent une consommation. En effet, certains achats sont de véritables investissements ; ainsi en est-il de l'acquisition d'immeubles ou des grosses réparations. En outre, les achats de créances ne constituent pas une consommation, mais un type d'épargne particulier.

Les économistes commencent à se préoccuper sérieusement de l'âge des produits. En effet, on peut se demander si la divergence entre biens durables et biens non durables n'est pas essentielle dans l'explication d'un certain nombre de phénomènes contemporains. Ainsi certains économistes ont considéré que la crise actuelle de la plupart des pays occidentaux était due partiellement à la nouvelle difficulté d'absorption des biens de consommation durables. En effet, disent-ils, les producteurs ont pu développer considérablement leurs activités puisque personne ne disposait de certains biens de consommation durable. A partir du moment où tout le monde dispose du frigidaire et de la machine à laver, le fait que ces produits durent un certain laps de temps, conduit les entreprises à connaître des difficultés de débouchés. Il ne faut pas croire pour autant que les producteurs ne se sont pas rendus compte de ce phénomène, puisqu'on assiste à une "fragilisation" des produits. Les producteurs tendent à "innover", en fabriquant des produits moins solides, à l'espérance-vie plus faible ; bref, leurs innovations (pas toutes, mais une grande partie) se limitent au remplacement de produits bon marché par des produits chers, compte tenu de leur durée d'utilisation. Ainsi donc, la distinction entre biens durables et biens non durables devraient prendre une importance nouvelle dans l'explication des phénomènes économiques du monde contemporain. Actuellement, les informations disponibles en la matière sont rares et de qualité médiocre, car elles ne sont pas systématiques. Il faudrait connaître l'espérance-vie d'un magnétophone ou d'un aspirateur, pour bien comprendre la stratégie des grandes firmes, concernant la "qualité" des produits.

Les ménages consomment à eux seuls plus de 94% de la consommation finale nationale de la France, car les activités consommatrices des administrations et des institutions financières se limitent aux achats de biens nécessaires à leur fonctionnement.

La plupart des statisticiens et des économistes affirment, chiffres en main, que la consommation par tête en France a augmenté de près de 5% par an dans la dernière décennie, même si les dernières années montrent un net déclin. Nombreux sont alors les individus qui affirment une correspondance quasi-exacte entre cette augmentation de la consommation et le développement du bien-être. Une telle conception doit être rejetée, même si l'on ne retient que le concept de bien-être économique. Quelle signification peut avoir pour l'augmentation du bien-être d'un individu le fait d'avoir pu acheter durant les quatre dernières années, 2 machines à laver, alors que pendant la période précédente, son ancienne machine à laver avait fonctionné 6 ans. Si on se limite aux chiffres et en supposant que l'on raisonne en francs constants, l'exemple ci-dessous indique l'amélioration du niveau de vie de l'individu :

1 machine achetée en 1966 : Coût 2000 francs

1 machine achetée en 1972 : Coût 1800 francs

1 machine achetée en 1974 : Coût 1600 francs

Pour les six premières années le coût annuel de la machine à laver s'élève à 333 francs. Pour les quatre dernières années, le coût annuel de la machine à laver s'élève à 850 francs. L'économiste non précautionneux affirmera, dans un premier temps, que la consommation, durant les quatre dernières années, s'est développée. L'étude des phénomènes concrets conduit à des conclusions différentes. Il faut se garder du "fétichisme des chiffres", car on peut bien leur faire dire tout ce que l'on veut.

Les statistiques relatives à la consommation des ménages donne lieu à des regroupements par catégories de produits, en prenant pour critère la satisfaction d'un besoin direct ou indirect.

On peut constater, sur une longue période, des modifications fondamentales portant sur la structure de la consommation.

Les lois d'Engel traduisent la "sensibilité" d'un type de consommation eu égard à l'augmentation du revenu. Elles s'énoncent ainsi :

Fonctions	1950	1960	1970	1985
Alimentation	41,6	36,8	27,9	21,7
Habillement	12,2	12,2	19,7	10
Habitation	14,0	16,4	20,8	19,2
Hygiène, santé	8,1	9,9	12,6	15,2
Transports	6	7,8	10,3	12,9
Culture, loisirs	7,3	8	8,5	17,4
Hôtels, restaurant	9,4	8,9	10,2	9,6
Total	100	100	100	100

Figure n° 1 - Evolution de la consommation des ménages par fonction (1).

- La part des dépenses consacrées à l'alimentation diminue avec l'augmentation du revenu. On peut déterminer le coefficient d'élasticité-revenu. Celui-ci est calculé par la formule suivante :

$$e = \frac{\text{variation en pourcentage de la consommation}}{\text{variation en pourcentage du revenu}}$$

Ce coefficient exprime l'influence d'une augmentation du revenu sur la consommation d'un certain type de produit. Il répond à la question suivante : de quel pourcentage vont s'accroître les dépenses d'alimentation si mon revenu croît de 5 %. Si la part des dépenses consacrées à l'alimentation diminue avec l'augmentation du revenu, le coefficient élasticité-revenu sera inférieur à 1. Si le revenu d'un individu augmente de 10 % et que ses dépenses alimentaires augmentent de 6 %, le coefficient élasticité-revenu sera égal à :

$$e_1 = \frac{0,06}{0,1} = 0,6$$

Dans l'exemple donné ci-dessus dans le cas de la France, il est clair que les dépenses alimentaires n'ont pas suivi les augmentations de revenu. Les ménages atteignent un certain niveau de saturation ; les producteurs sont alors amenés à promouvoir des produits de luxe pour développer les dépenses alimentaires "en valeur".

(1) Nos informations viennent de l'INSEE. "Les Comptes de la Nation. Prévisions pour 1985" et Collection de l'INSEE : C 11 - "Rapport sur les comptes de la nation". Les tableaux commentés. t.II - 1970. Il faut signaler des divergences importantes concernant l'année 1970 sur les chiffres fournis. Cependant, ces erreurs ne remettent pas en cause les conclusions de cette étude.

- La part des dépenses d'habitation reste quasiment constante, quel que soit le revenu. L'élasticité-revenu des dépenses d'habitation n'est pas très différente de 1. Cette loi est vérifiée en France. Toutefois des études plus élaborées montreraient que si certaines dépenses d'habitation sont stables (dépense d'équipement), par contre d'autres dépenses décroissent (logement proprement dit) ou augmentent (prix du terrain à bâtir).

- La part des autres dépenses croît avec l'augmentation du revenu. Ainsi, si un individu voit son revenu augmenter de 10 %, il augmente ses dépenses de culture et loisirs de 15 %. L'élasticité-revenu est alors égale à 1,5. Il est certain, en outre, que les dépenses de santé vont connaître un développement considérables, auquel n'est pas encore préparé un organisme comme la Sécurité Sociale.

La loi d'Engel, d'inspiration statistique, n'est pas toujours respectée et la plupart des pays sous-développés sont réfractaires à sa manifestation. Partout où sévit la misère apparaît dans les aspirations des individus une hausse des dépenses d'alimentation et d'habillement (dans un premier temps) au détriment des dépenses d'habitation ou de transport, corrélativement à une hausse du revenu. Le problème essentiel est alimentaire, car la sous-nutrition et la malnutrition se développent avec la démographie galopante. De 1939 à 1966, l'amélioration de la situation alimentaire globale a été de 43% dans les pays industrialisés, mais seulement de 2 % dans les pays sous-développés. L'OCDE affirme qu'en outre, la plupart des régions (sauf l'Extrême-Orient) doivent cette augmentation, en grande partie (1), à une augmentation des espaces cultivés ; une telle évolution ne pourra se perpétuer éternellement. Par contre, l'observation du fait que depuis trente ans la croissance de la population a toujours été supérieure à l'accroissement des rendements agricole ne conduit guère à l'optimisme. Sans prendre immédiatement parti, il nous semble urgent de quitter définitivement la politique de l'autruche pratiquée sans bonheur par trop de pays en voie de développement, et de poser concrètement le problème de la surpopulation ou de la sous-production. Il nous paraît insensé de laisser "disparaître" année par année la croissance des potentialités de consommation, par un développement de la population. Si l'on ajoute que les réserves de céréales diminuent

(1) Estimé à plus de 50 %.

d'année en année, il faut craindre le développement de la famine dans les pays du Tiers-Monde, comme le prévoyait René Dumont ("Nous allons à la famine"). Il n'est plus possible, à l'heure actuelle, d'éviter de traiter de la misère de la grande majorité des hommes. (Annexe A).

2 - La consommation publique

Poser le problème de la consommation publique, c'est aussi poser le problème du rôle de l'Etat dans la société. Il existe deux types principaux d'organisation économique : l'économie de libre échange et l'économie centralisée dirigée. Depuis l'avènement du système capitaliste, l'Etat a développé considérablement son rôle dans la vie économique. Il n'empêche que le mécanisme du marché occupe toujours la place centrale. Les désirs des consommateurs s'expriment par la demande solvable. Les décisions sont décentralisées et l'Etat n'intervient que subsidiairement, lorsque l'entreprise privée ne peut exercer une fonction particulière. Le système socialiste implique une économie centralisée dont le processus est réglé dans le détail par le Plan. Les consommateurs et les producteurs ne peuvent pas prendre de décisions indépendantes et le marché ne peut jouer qu'un rôle très secondaire, pour des phénomènes économiques de faible importance. Il va sans dire que les formations économiques et sociales diffèrent assez largement des principaux types d'organisation économique, comme le montrent des pays comme la Yougoslavie et la Suède.

La notion de biens collectifs est une notion récente, d'origine économique. Les consommations collectives sont des biens collectifs qui se différencient des investissements publics par la durée d'utilisation du bien ; le traitement des fonctionnaires est considéré comme une consommation collective, alors que la construction d'une école est appréhendée comme un investissement collectif. Cependant, la distinction est fort délicate (la Défense Nationale est-elle une consommation ou est-elle un investissement ?). C'est pourquoi nous analyserons maintenant

la notion de biens collectifs, étant entendu toutefois qu'une dépense supplémentaire de l'Etat en matière de fonctionnement de son appareil ou une dépense en matière d'infrastructures n'ont pas la même signification, et le même impact économique. L'investissement public se propose de développer l'offre en facilitant à la fois la production et la vente. La consommation publique favorise d'abord la demande des consommateurs et elle n'influe sur l'offre que de manière détournée.

Les situations de concernement collectif (selon l'expression de KOLM) sont plus fréquentes que les situations de concernement privatif, car la vie sociale implique le partage de nombreux phénomènes : le travail, les odeurs, la nature, etc... Il n'existe pas de biens privés ou de biens collectifs par nature ; il existe une frontière mouvante entre les deux, réglée le plus souvent temporairement par la loi que certains affirment du plus fort. Il est bien difficile en tout cas de distinguer théoriquement ces biens, sans faire intervenir une très large subjectivité. L'Etat représente, dit-on, l'intérêt général. Marx affirmait qu'il était un instrument aux mains de la bourgeoisie. Depuis le célèbre théorème d'Arrow, on sait qu'il n'est pas possible d'avoir une décision démocratique dès que le nombre de choix dépasse le nombre de trois. Les biens collectifs posent des problèmes ardues aux économistes et les réponses impliquent toujours des pré-supposés idéologiques sur le rôle de l'Etat. Concernant l'Etat capitaliste, il existe trois conceptions fondamentales de son rôle :

- La conception néo-classique (ou théorie de l'échange marchand) centre son analyse sur le problème de l'allocation optimale des ressources (Cf PERCEBOIS : "Fiscalité et Croissance, Economica, 1977). L'optimum est la situation dans laquelle il est impossible de modifier une variable dans le sens de la progression, sans modifier une autre variable dans le sens de la régression. L'optimum correspond nécessairement à un bien-être collectif maximum (optimum de Pareto). L'intervention de l'Etat ne peut être justifiée que par des raisons "techniques", puisque théoriquement le système de marché conduit à une situation optimale. L'Etat peut intervenir si les biens sont indivisibles (Défense Nationale), si les monopoles publics créés pour pallier à l'insuffisance de l'initiative privée connaissent des déficits provisoires d'exploitation, si des effets externes impliquent une action publique.

- La conception keynésienne de l'Etat (ou théorie de la contrainte) l'Etat doit agir fermement, car il est un centre de décision autonome, garant de l'intérêt général non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans le domaine économique. L'économie publique est alors conçue comme une économie d'attribution, les biens publics ne sont plus vendus à leur prix, ils peuvent même être donnés. L'Etat a une autonomie par rapport aux centres de décisions privées et il doit exercer son pouvoir, car les intérêts privés ne coïncident pas toujours à l'intérêt collectif.

- La conception marxiste de l'Etat considère que l'appareil étatique est au service de la classe dominante ; l'Etat est né de la division de la société en classes antagonistes et le secteur public a vocation à assumer la charge de la production non rentable socialement nécessaire. Le secteur public permet de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit entraînée par la suraccumulation du capital. L'Etat devient le propriétaire d'une partie du capital peu rentable. Le secteur public participe à la production de la plus value, mais il ne la retient pas. L'Etat est donc à la fois un instrument de domination et un instrument de perpétuation du système économique.

La notion socialiste de l'Etat est aussi ambiguë, car elle fait référence à la fois à la dictature du prolétariat, qui lorsqu'elle s'avère inutile, laisse place au dépérissement de l'Etat et au système autogestionnaire largement hostile au développement de la bureaucratie impliquée par la centralisation des décisions.

B - Les investissements

Il faut distinguer l'investissement dans une économie décentralisée et l'investissement dans une économie centralisée.

1) L'investissement dans une économie décentralisée

Les investissements dépendent en grande partie de l'activité des individus. L'investissement en capital fixe est l'acte qui consiste à créer des biens d'équipement. Les investissements publics prennent une part grandissante dans l'économie nationale, afin de faciliter la reconstruction économique des pays touchés par la guerre et d'orienter l'économie du pays pour une meilleure compétitivité. L'Etat crée l'infrastructure, il favorise les prêts, il accepte des dégrèvements fiscaux (amortissement) il accorde des subventions, il donne un accès prioritaire au crédit à certaines industries, il soutient les prix (agriculture, par exemple...) (Annexe B).

Les économistes distinguent généralement les investissements induits et les investissements autonomes. Les premiers sont induits par un accroissement de la demande finale et des profits; ils dépendent de leur rentabilité (efficacité marginale attendue du capital) par rapport au taux d'intérêt. L'incitation à investir dépend donc du taux d'intérêt et de l'efficacité marginale attendue du capital. Plusieurs autres causes interviennent dans le choix des investissements, comme le risque de

l'investissement, comme l'anticipation faite par l'entrepreneur, comme l'optimisme ou le pessimisme de l'investisseur, comme l'existence de l'autofinancement, comme le choix du taux d'intérêt, comme l'analyse faite de l'avenir de la crise, comme l'utilisation à pleine capacité du matériel existant.

Il existe aussi des investissements qui ne dépendent pas de la demande, et qui, à ce titre, peuvent être valablement qualifiés d'autonomes. Par exemple, le lancement d'un produit nouveau constitue un investissement autonome, puisqu'il n'existe pas encore de demande. Les investissements publics procédant de la macro-décision, c'est-à-dire d'une décision qui a pour ambition de modifier le comportement des unités décentralisées, les investissements à long terme réalisés par les grandes industries privées (sidérurgie) peuvent aussi être considérés comme des investissements autonomes.

La distinction est très difficile à réaliser dans la pratique, même si au niveau du concept théorique, elle est intéressante.

2) L'investissement planifié

Le Plan régit l'investissement. Le Plan oriente les investissements en fonction de ses objectifs de politique économique; l'Etat fixe l'ordre des préférences et l'urgence des besoins que les investissements doivent satisfaire. Ainsi, depuis soixante ans, l'URSS a pu donner une préférence presque absolue à la production des biens d'équipement.

Le choix des investissements et les modalités techniques de répartition entre les différents secteurs posent des problèmes ardues. Certaines activités reçoivent des investissements, sans référence à leur rentabilité économique; les planificateurs soviétique rejettent toute référence au taux d'intérêt, même si depuis 1960, ils essaient de trouver des critères "socialistes" de choix des investissements, en utilisant la référence du délai de récupération de l'investissement. Si l'on compare deux projets I et II, si C. est la mise de fonds initiale et si c représente les dépenses annuelles d'exploitations, les planificateurs retiennent la formule suivante pour le choix de leurs investissements :

$$T = \frac{CI - CII}{cII - cI}$$

On sélectionnera les projets qui offrent un délai de récupération inférieur ou égal au délai planifié. Ce critère n'est pas toujours satisfaisant, compte tenu de l'option socialiste.

Nous avons analysé sommairement les éléments essentiels de l'économie. Il nous faut aller plus loin, car pour l'instant nous sommes limités à la conceptualisation et à la description succincte des phénomènes économiques essentiels. Pour bien comprendre la formation de l'économie politique, il nous semble utile de procéder dans une première partie à l'étude parallèle de l'histoire des faits économiques et de l'histoire de la pensée économique. Nous verrons comment s'est formée l'analyse économique et comment les théories se sont opposées sans jamais céder définitivement, compte tenu des postulats différents qu'elles utilisent et qui renvoient souvent à une conception philosophique particulière de l'homme. Nous verrons ensuite, les phénomènes conjoncturels et structurels des politiques économiques dans les pays capitalistes et dans les pays socialistes. Notre ambition est d'abord de montrer les plus grandes théories de la pensée économique qui dominent encore nos réflexions économiques quotidiennes et de permettre ensuite à chacun d'entre vous de comprendre le monde qui nous entoure dans sa lutte contre la rareté.

Bibliographie sommaire

- Attali, J. (1975), *La parole et l'outil*, PUF. Paris
- Attali, J., Guillaume, M. (1974), PUF
- Baudrillard, J. (1968), *Le système des objets*, Gallimard. Paris
- Baudrillard, J. (1970), *La société de consommation*, Gallimard.
- Brochier, H. (1974), *La planification devant le problème des besoins*, in *Planification et Société* », PUG, 1974.
- Chombart de Lauwe (1975), *Les intérêts contre les besoins, la double nécessité*, La Pensée, Avril.
- Deleuze, G. Guattari, F. (1975), *L'anti-Œdipe*. Les Editions de Minuit, Paris.
- Duesenberry (1962), *Income, saving and consumer behavior*, Harvard University Press.
- Fontanel, J. (1975), *L'entrepreneur et le Plan. L'expérience française 1960-1974*.
- Fontanel, J. (1975), *Economie de la publicité*, Thèse complémentaire, Grenoble.
- Fontanel, J. (1979), *Economie, écologie et plurigestion*. Editions Entente. Paris
- Galbraith, J.K. (1970), *L'ère de l'opulence*, Calmann Levy, Paris. ?
- Guillaume, M. (1975), *Le capital et son double*, PUF. Paris.
- Illich, I. (1973), *La convivialité*, Le Seuil, Paris.
- Illich, I. (1973), *Energie et équité*, Le Seuil, Paris
- Marcuse, H. (1955), *Eros and civilisation*, Beacon Press.
- Marcuse, H. (1968), Editions de Minuit. Paris.
- Marx, K. (1960) *Le Capital*, Editions Sociales, Paris, 1969.
- Meister, A. (1975), *L'inflation créatrice*, PUF, Paris
- Packard, V. (1958), *La persuasion clandestine*, Calmann Levy. Paris.
- Packard, V. (1965) *Une société sans défense*, Calmann Levy. Paris.
- Terrail, J.P. (1975), *Besoins, consommation et occultation des rapports de production*, La Pensée, Avril.